

Avril – Mai – Juin 2016

Réalisée du 11 au 26 avril 2016

Vague 62

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 000 personnes au service de ses **270 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

Sommaire

▪ Le poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Les principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	15
▪ L'emploi dans les TPE	18
▪ La situation économique et financière des TPE	26
▪ L'actualité économique	34
➔ Les TPE et la loi El-Khomri	34
➔ Le bilan de François Hollande à un an de l'élection présidentielle de 2017	41
➔ Les attentats de Bruxelles et l'impact du terrorisme	48
➔ La perspective de l'élection présidentielle de 2017	52
➔ Les primaires aux Etats-Unis	60
▪ Méthodologie	63
▪ Échantillon	64

Le poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : 3,14 millions (en intégrant les autoentrepreneurs)*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(*) Source INSEE SIRENE 2015

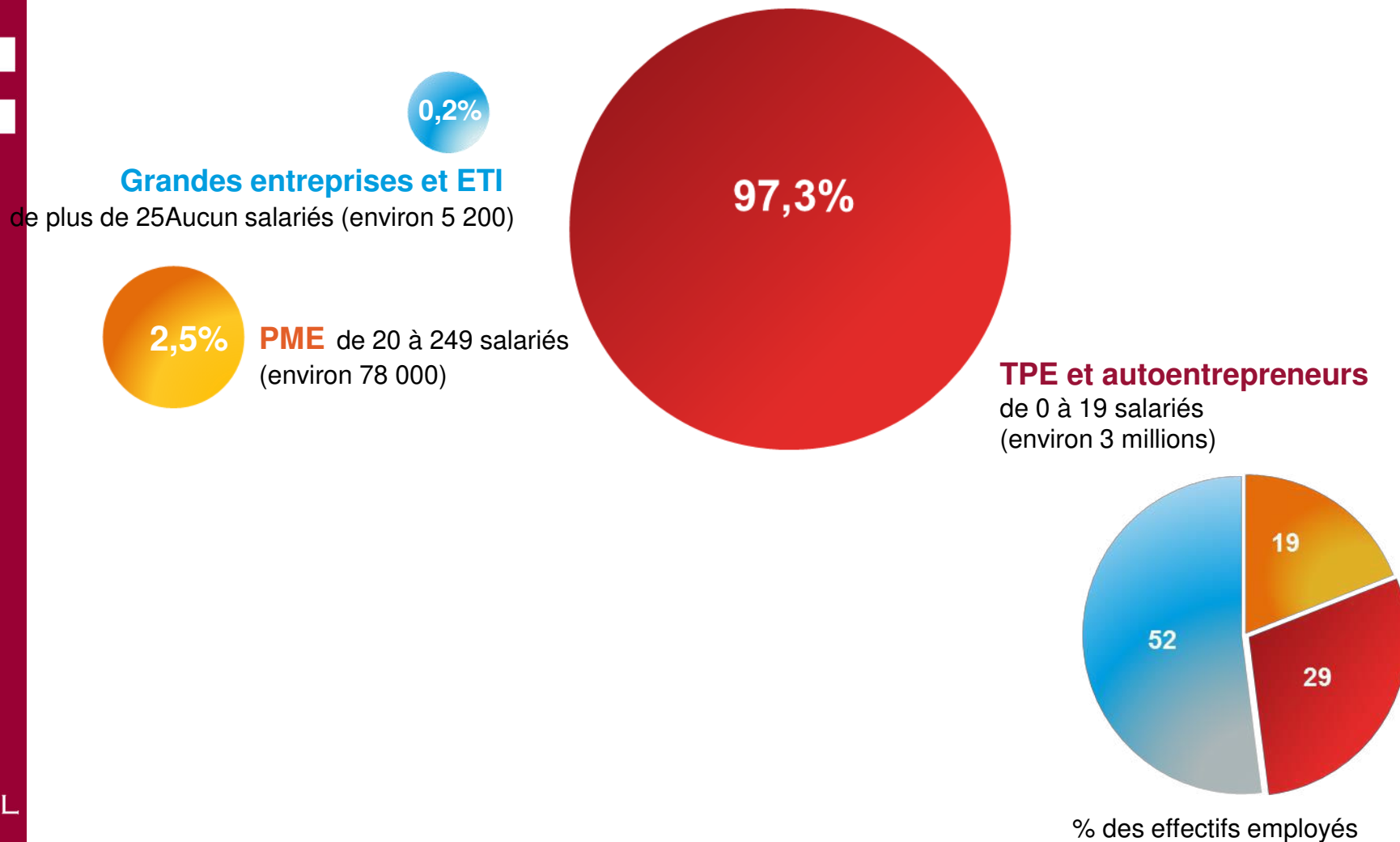


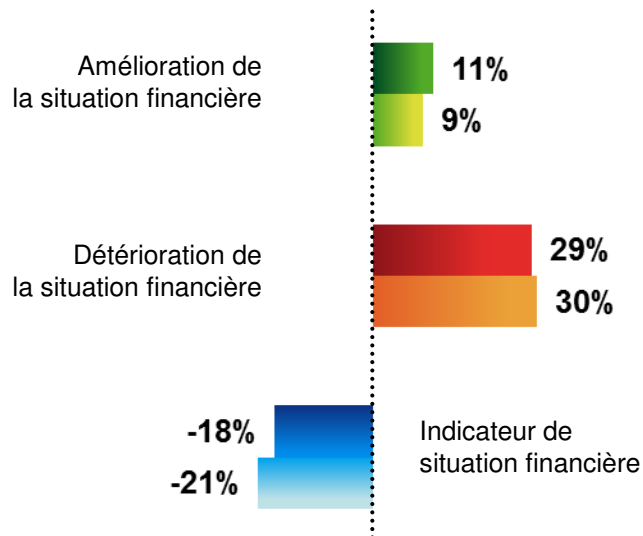
Tableau de bord

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Moral, situation financière et emploi dans les TPE

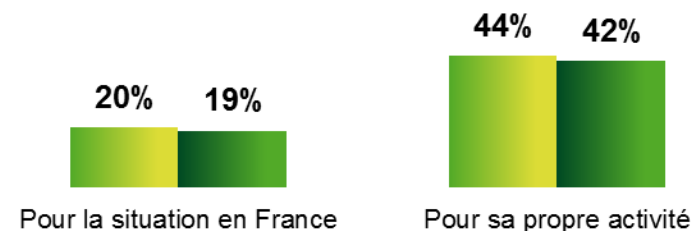
Situation financière sur les trois derniers mois



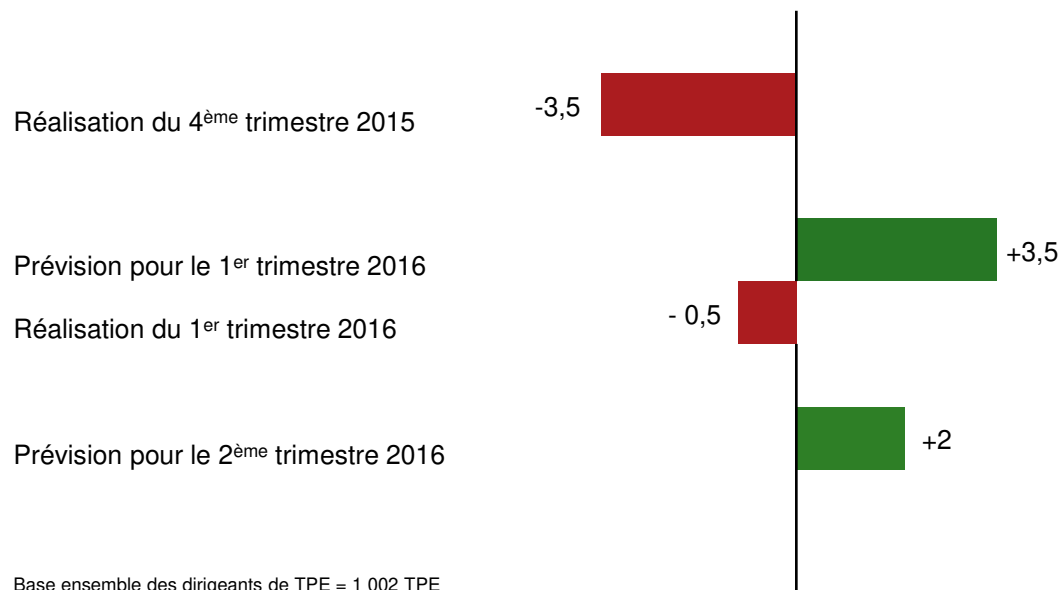
Avril 2016

Rappel février 2016

Niveau d'optimisme

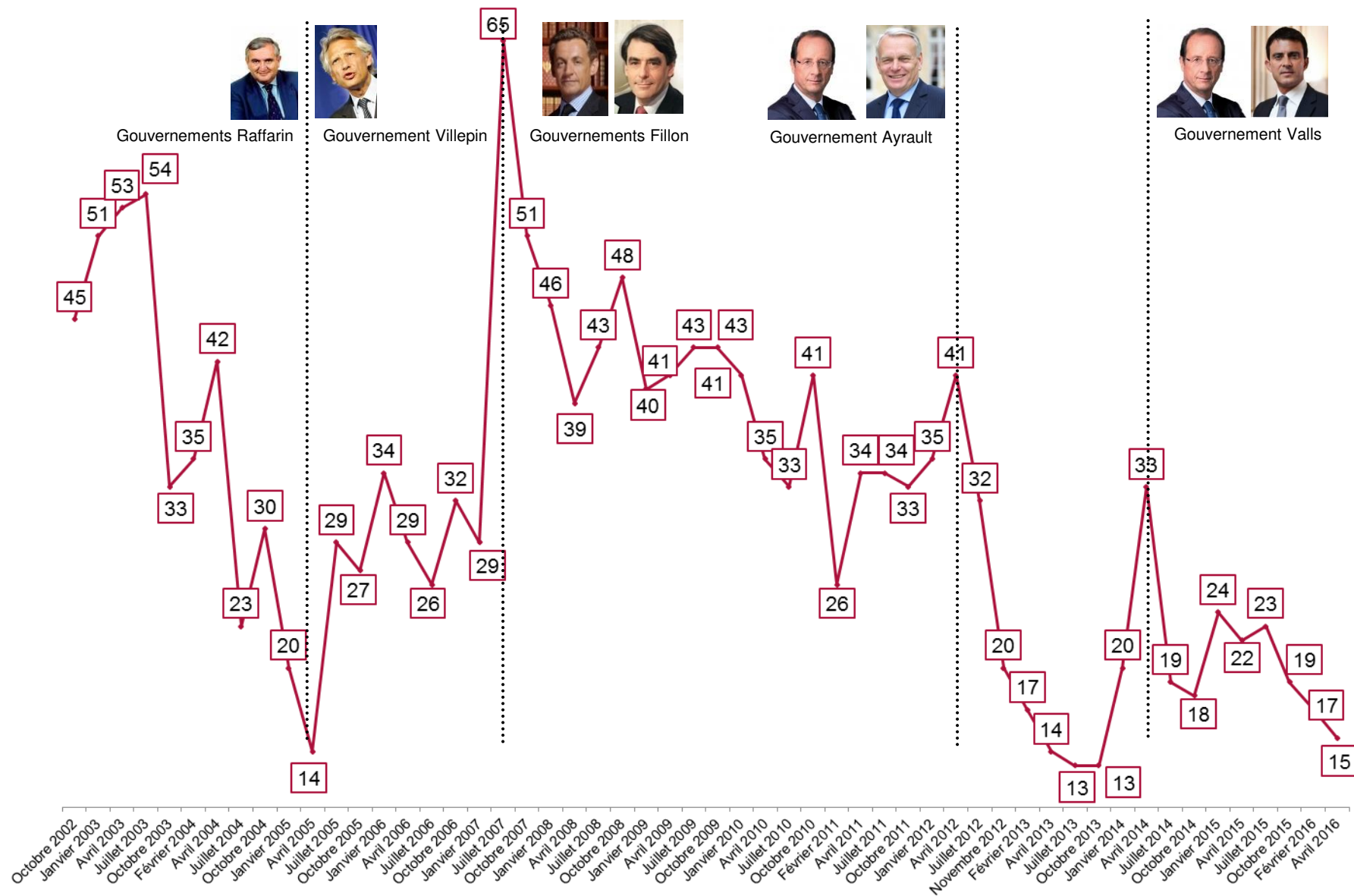


Création nette d'emplois



Base ensemble des dirigeants de TPE = 1 002 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des dirigeants de TPE

% de bonne opinion

Les principaux enseignements

Note de lecture

( ) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
( ) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Des indicateurs toujours en berne à l'issue du premier trimestre

Après une fin d'année 2015 particulièrement critique pour les TPE, la situation au 1^{er} trimestre 2016 reste problématique, même si cette dégradation est moins intense qu'au trimestre précédent :

- L'indicateur de situation financière (% d'amélioration - % de détérioration) remonte légèrement à -18 contre -21 trois mois auparavant
- La création nette d'emplois est toujours négative, à -0,5% contre -3,5% sur la période d'octobre à décembre 2015.

Les chefs d'entreprise interrogés ne semblent pas anticiper une éclaircie. En effet, leur niveau de pessimisme reste nettement majoritaire et en légère hausse pour l'économie française (81%, +1 points), mais aussi pour leur propre entreprise (58%, +2 points). Les dirigeants des structures de 10 à 19 salariés et ceux du secteur des services aux entreprises se montrent toutefois plus positifs que la moyenne.

Les dirigeants sont désormais 34% (+2 points par rapport au trimestre précédent) à juger leur situation financière préoccupante, et jusqu'à 40% dans les structures de 1 à 2 salariés et dans les services aux particuliers et 45% dans l'industrie.

Ces perspectives moroses vont de pair avec **une confiance toujours déclinante envers les actions économiques et sociales du gouvernement** (15%, -2 points en trois mois, et -8 points depuis juillet 2015), particulièrement faible dans l'industrie (10%) et le BTP (10%).

Point encourageant néanmoins, **les mesures de durcissement bancaires envers les dirigeants ayant demandé un crédit dans les trois derniers mois (17% de l'échantillon, +2 points) ont continué à diminuer.** 44% des chefs d'entreprise concernés déclarent avoir subi au moins une restriction, en recul de 8 points par rapport au mois de février, et **au plus bas niveau observé depuis 2010.** A ce titre, on observe notamment une baisse des demandes de garanties d'organismes de cautionnement (13%, -5 points), de la pratique de taux élevés (7%, -6 points) et de l'octroi d'un financement d'un montant moins élevé que celui demandé (7%, -11 points). Si les TPE ayant sollicité des crédits sont traitées plus favorablement, on constate en revanche qu'au global, la part des dirigeants ayant constaté des conditions d'accès plus difficiles augmente à nouveau (17%, +4 points en trois mois) après une baisse notable en février 13% contre 21% en octobre 2015).

La situation de trésorerie des TPE est quant à elle stable, avec 29% en excédent (-1 point) contre 24% en déficit (+2 points) et 47% à l'équilibre (-1 point).

Une situation qui demeure fragile sur le front de l'emploi

Malgré une amélioration sensible par rapport au dernier trimestre 2015, la **création nette d'emplois n'est toujours pas à l'équilibre, avec, comme indiqué précédemment, un indice qui s'établit à -0,5%**. La situation est cependant plus positive dans l'industrie (+2%), dans les structures de 1 à 2 salariés (+2%) et dans celles de 10 à 19 salariés (+10%). En revanche, elle est plus critique dans le secteur des services aux entreprises (-2%).

Au global, 11% des TPE ont embauché tandis que 6% ont supprimé des postes entre janvier et mars. La part des CDI dans les embauches continue d'augmenter (43%, +3 points depuis février et +7 points en un an), tandis que celle des CDD se stabilise (50%). A ce titre, **le recours aux CDD longs est avant tout motivé par un surcroît temporaire d'activité (66%)**, et, pour la moitié d'entre eux, par le souhait de s'assurer que le poste est économiquement viable (46%). Un tiers des patrons concernés utilise ce contrat pour le remplacement d'un salarié absent (33%) et/ou pour tester les compétences du salarié (31%). Enfin 10% embauchent des CDD de plus d'un mois pour remplacer des salariés partis dont le poste doit être supprimé.

Comme traditionnellement à cette période, en lien logique avec les calendriers des formations, le recours aux contrats d'apprentissage est faible (3%) et même inférieur à celui des contrats aidés (4%).

Lorsqu'ils se séparent de salariés en CDI, les dirigeants de TPE le font toujours principalement par rupture conventionnelle (42%, -1 point). Ils sont 30% à licencier (-2 points) et 27% à subir la démission du salarié (stable).

Des dirigeants qui connaissent mal et se montrent plus attentistes que réfractaires face au projet de loi El-Khomri

Soumise à de nombreuses protestations au cours des dernières semaines, tant de la part des salariés que des chefs d'entreprise, **le projet de loi El-Khomri pâtit en premier lieu, à l'instar de ce que l'Ifop observe au sein du grand public, d'un manque de visibilité sur son contenu.** En effet, 71% des dirigeants de TPE déclarent mal le connaître, dont 29% « très mal » contre 29% qui le connaissent bien. Ce manque de notoriété se retrouve dans les mesures concrètes citées :

- **En positif, seules trois mesures émergent à plus de 2% : l'autorisation du licenciement économique sur la base des difficultés uniquement en France (12%), le plafonnement des indemnités prud'homales (8%) et la facilitation des licenciements (4%).** On observe que 29% des interviewés estiment que le projet ne contient aucune bonne mesure et que 36% ne se prononcent pas.
- **En négatif, la surtaxation des CDD est la mesure la mieux identifiée (11%).** Viennent ensuite l'autorisation du licenciement économique seulement en fonction des problèmes rencontrés en France (7%), la modulation du temps de travail (5%), le plafonnement des indemnités prud'homales (5%) et la facilitation des licenciements (3%). 15% seulement, soit la moitié du score précédent, considèrent que cette loi ne contient aucune mauvaise mesure et 42% ne se prononcent pas.

Confirmant leurs préjugés négatifs, **53% des patrons de TPE estiment qu'au regard de ce qu'ils savent de ce projet de loi, il risque d'accroître la précarité des salariés**, ce score atteignant même 64% dans le secteur des services aux entreprises. Notons toutefois que 36% d'entre eux estiment que cette loi fera reculer la précarité des salariés, un score supérieur de 20 points à celui enregistré auprès de l'ensemble des Français au mois de mars. Enfin, 11% ne sont pas en mesure de se prononcer (contre 25% de l'ensemble des Français).

Une proportion certes minoritaire mais non négligeable des dirigeants interrogés (37%) anticipe pour autant une création d'emploi grâce à la loi El-Khomri sur la réforme du marché du travail (46% dans les services aux entreprises). Score encourageant, 31% affirment que cette loi incitera les petites entreprises comme la leur à embaucher.

S'ils n'approuvent majoritairement pas le projet de loi, les deux tiers des interviewés estiment que l'apport d'aménagements à la loi suite à la contestation des actifs et des lycéens est une mauvaise chose, car cela marque le signe d'une reculade du gouvernement (63%). A l'inverse, 34% se montrent favorables à cette recherche de compromis, y voyant un signe d'ouverture au dialogue avec les partenaires sociaux.

Des actions à renforcer pour lutter contre le terrorisme, en particulier au niveau européen

Les dirigeants interviewés mettent en avant un certain scepticisme quant à la capacité de la coalition internationale engagée contre l'Etat islamique à prendre les bonnes décisions en matière de lutte contre le terrorisme, avec tout juste une majorité d'avis positifs (52%). La confiance est encore plus basse vis-à-vis de l'Union Européenne à la suite des attentats de Paris et de Bruxelles (41%).

On relève toutefois que **les mesures prises par le gouvernement depuis novembre ont davantage convaincu puisque 63% des chefs d'entreprise déclarent se fier à sa politique dans ce domaine**. La place accordée à la lutte anti-terroriste jouera un rôle important pour une proportion non négligeable d'entre eux lors du vote à l'élection présidentielle de 2017 (44%).

Concrètement, les attentats de 2015 en France et de 2016 et en Belgique ont eu **une répercussion négative sur l'activité de 30% des TPE**, dont 11% ayant subi une baisse importante. Cet impact a été plus marqué auprès des structures de 1 à 2 salariés (37%) et sans surprise de celles des secteurs du commerce (42%) et de l'hôtellerie (52%).

Des jugements très critiques sur l'action de François Hollande depuis 2012

En lien logique avec la cote de confiance actuelle du gouvernement en matière économique et sociale, le bilan de François Hollande à un an de la fin de son mandat actuel est particulièrement sévère de la part des interviewés. 7% seulement des patrons de TPE (contre 14% selon les indices Ifop / JDD d'avril auprès du grand public) se disent satisfaits de son action comme président de la République contre 92% qui se disent mécontents, et même 59% très mécontents. Les jugements sont encore plus critiques face à ses engagements de campagne que 92% également jugent non tenus, mais 69%, soit 10 points au-dessus « pas du tout » tenus.

L'examen par les patrons interrogés de son bilan détaillé ne fait apparaître aucun domaine où l'action de François Hollande est évaluée favorablement par une majorité des interviewés. On peut relever toutefois que **le président de la République s'est illustré plus positivement en matière internationale**, à la fois sur le plan de la politique étrangère (44%) et des relations avec l'Union Européenne (42%). Au même niveau, 43% des chefs d'entreprise apprécient les mesures prises pour l'environnement et 42% celles adoptées pour lutter contre l'insécurité.

Bien en-deçà, **moins d'un dirigeant sur quatre estime que François Hollande a mené une politique efficace en matière de santé (24%), de justice (23%), d'éducation et de formation (21%).**

La président de la République n'a pas su convaincre les TPE dans les domaines qui les concernent le plus, à savoir les incitations à la création d'entreprise (20%), la croissance et l'attractivité de la France (15%), la fiscalité (13%), le pouvoir d'achat (9%) et l'emploi (7%). A ce sujet, **39% des patrons interrogés estime que l'opposition aurait fait mieux en matière économique si elle avait été au pouvoir**, contre quand même une majorité qui considère qu'elle aurait agi de la même manière (50%) ou moins bien (11%).

Les jugements positifs sont également très minoritaires en ce qui concerne les retraites (14%) et la réduction des inégalités sociales (13%).

Sans surprise compte tenu de l'évaluation des quatre ans de mandat venant de s'écouler, **88% des chefs d'entreprise souhaitent que François Hollande ne soit pas candidat à l'élection présidentielle de 2017**, dont 67% « pas du tout » (vs 80% dont 65% « pas du tout » auprès de l'ensemble des Français selon l'enquête Ifop / JDD d'avril).

Des dirigeants qui plébiscitent les candidatures d'Alain Juppé et Emmanuel Macron pour 2017

Tout comme au mois de février, 12% des patrons de TPE ont l'intention d'aller voter à la primaire des Républicains au mois de novembre, attribuant des notes de 9 à 10 à la probabilité qu'ils participent au scrutin. 24% attribuent des notes de 5 à 8 et près des deux tiers (63%) des notes inférieures à la moyenne, entre 1 et 4.

Leur préférence pour Alain Juppé comme candidat des Républicains à l'issue de ce scrutin se réaffirme (40%, stable). En revanche, on observe **un recul drastique du souhait de voir Nicolas Sarkozy se présenter à l'élection présidentielle** (17%, -18 points), celui-ci étant désormais devancé par François Fillon (21%, +10 points). Bruno Le Maire arrive au 4^{ème} rang, à 10% (+1 point). Il devance Nadine Morano (6%, +6 points), Nathalie Kosciusko-Morizet (4%, -1 point) et Jean-François Copé, ayant annoncé sa candidature mi-février (2%). Hervé Mariton, Jean-Frédéric Poisson, Frédéric Lefebvre et Geoffroy Didier ne recueillent pour leur part aucun suffrage.

Dans le camp socialiste, **le souhait de voir Emmanuel Macron se présenter se confirme, et même se renforce** (50%, +6 points depuis février), et culmine à 63% dans le secteur du commerce et à 67% parmi les sympathisants de droite. Le ministre de l'économie recueille ainsi un score quatre fois supérieur à celui de Manuel Valls (12%), suivi de Martine Aubry (7%) et François Hollande (6%). Les autres candidats possibles se situent tous dans le même étiage, avec 4% pour Benoît Hamon, 4% pour Arnaud Montebourg et 3% pour Ségolène Royal. Notons que 14% des dirigeants ne se prononcent en faveur d'aucune de ces personnalités.

Les intentions de vote des dirigeants de très petites entreprises à l'élection présidentielle de 2017 varient très significativement selon les hypothèses de candidatures retenues :

- **Alain Juppé bénéficie d'un avantage écrasant**, puisqu'il recueillerait 56% des votes au 1^{er} tour (-2 points par rapport à la précédente vague d'enquête) s'il se trouvait face à François Hollande (11%) et en l'absence de candidature de François Bayrou. Les voix attribuées au FN seraient dans cette hypothèse minorées par rapport aux autres configurations testées (15%), bien que Marine Le Pen occupe la 2^{ème} place, avec en parallèle 9% attribués à Nicolas Dupont-Aignan (+3 points). Jean-Luc Mélenchon voit son score dans cette configuration progresser de 4 points par rapport à février, à 7%.
- **Bruno le Maire bénéficierait pour sa part de 41% des voix au 1^{er} tour**, confronté à un FN plus fort (23%), tandis que François Bayrou arriverait à la 3^{ème} place avec 16% des votes. François Hollande ne recueille que 5% des intentions de vote, au même niveau que Jean-Luc Mélenchon et juste derrière Nicolas Dupont-Aignan (6%, +2 points). Notons que le président de Debout la France voit son score progresser par rapport à février dans les deux hypothèses déjà testées.
- **Face à François Hollande, les Républicains conserveraient la tête du scrutin en cas de candidature de Nicolas Sarkozy** (35%, +2 points en deux mois), avec François Bayrou et Marine Le Pen qui se trouveraient alors au coude à coude (respectivement 22% et 21%). Nicolas Dupont-Aignan, avec 9% des votes, devancerait toujours François Hollande (5%, -9 points) et Jean-Luc Mélenchon (5%, +2 points). Notons qu'alors qu'il ne semblait être devancé que par Alain Juppé au sein de son propre camp, Nicolas Sarkozy est désormais également moins apte à rassembler les suffrages que Bruno Le Maire.
- **Nicolas Sarkozy serait en revanche nettement devancé par Emmanuel Macron s'il était retenu comme candidat socialiste (26% contre 35%)**. Le score du FN dans cette hypothèse serait le plus faible des 4 hypothèses, à 12%. Marine Le Pen devancerait toutefois celui de François Bayrou (9%), lequel se situerait juste devant Jean-Luc Mélenchon (8%) et Nicolas Dupont-Aignan (7%).

Parmi les candidats à la primaire Américaine, seule Hillary Clinton remporte l'adhésion des patrons de TPE

Invités à se prononcer sur les candidats aux primaires aux Etats-Unis, **les chefs d'entreprise interrogés affirment très largement leur confiance en Hillary Clinton pour renforcer la croissance américaine (71%)**.

Son rival démocrate Bernie Sanders peine à convaincre, puisque 33% seulement des interviewés estiment qu'il est en mesure de relancer l'économie. Ce score atteint toutefois 45% dans les services aux entreprises et 44% parmi les sympathisants PS.

Du côté des Républicains, aucun des deux candidats en lice n'emporte l'adhésion. 25% des dirigeants de TPE estiment Ted Cruz capable d'impulser une dynamique de croissance, ce score n'étant que de 17% pour Donald Trump.

Conséquence logique de ce jugement, **12% d'entre eux uniquement déclarent qu'ils voteraient lors de l'élection présidentielle de 2017 pour un candidat ayant les mêmes idées et le même programme que Donald Trump**.

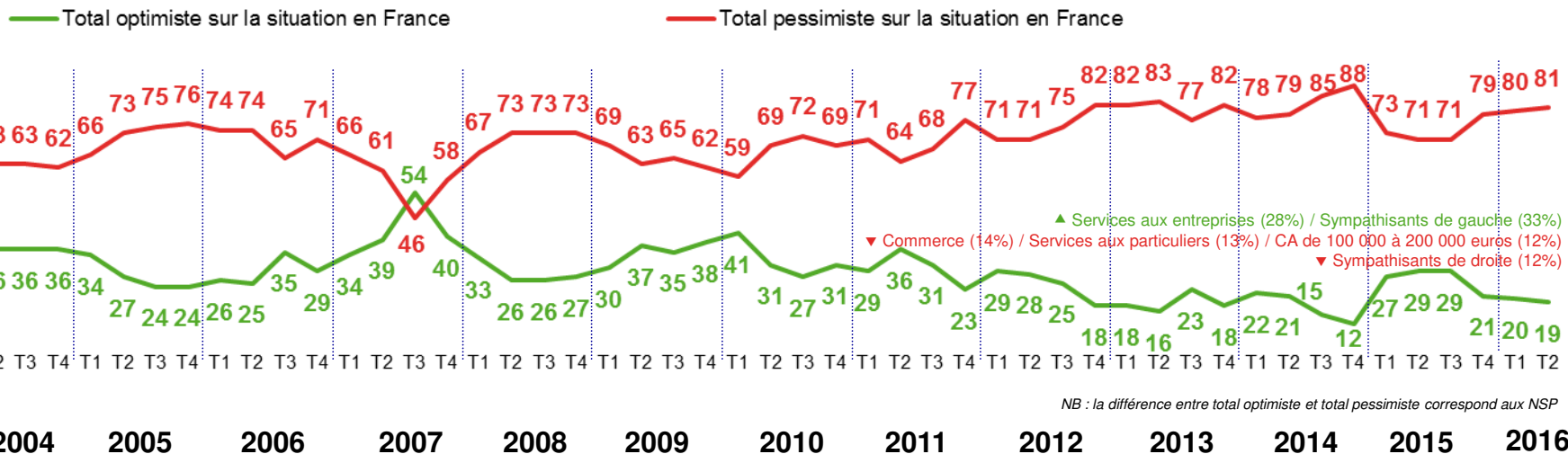
Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

( ) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
( ) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

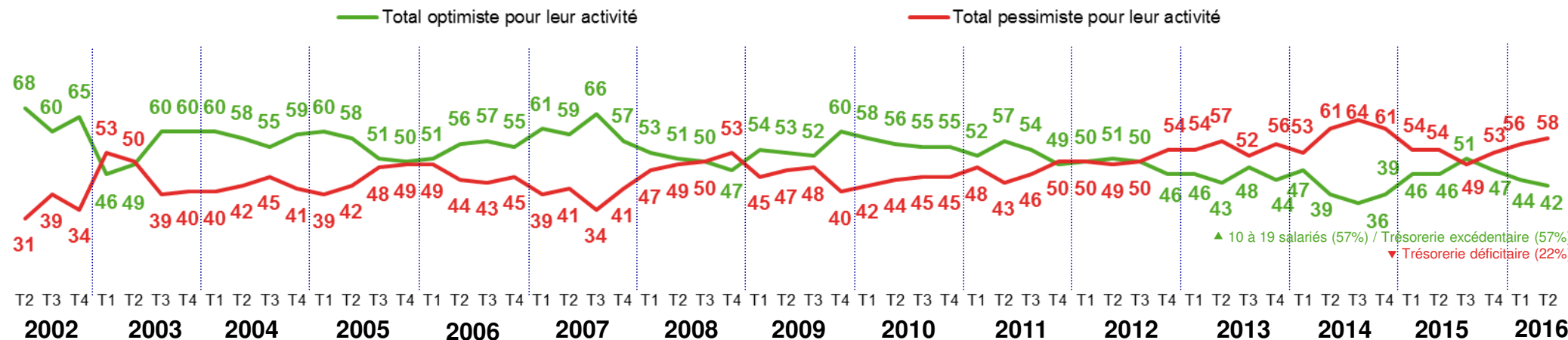
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Manuel Valls... ?

— Inspirent confiance d'une manière générale

Gouvernements Raffarin



Gouvernement Villepin



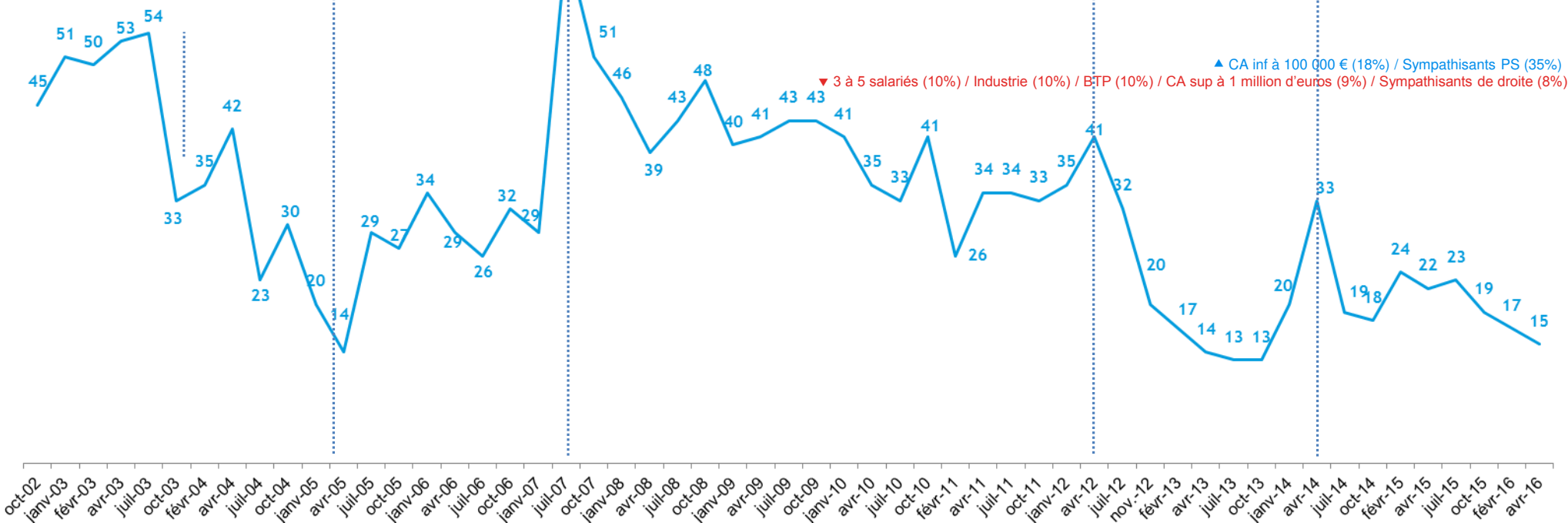
Gouvernements Fillon



Gouvernement Ayrault



Gouvernement Valls



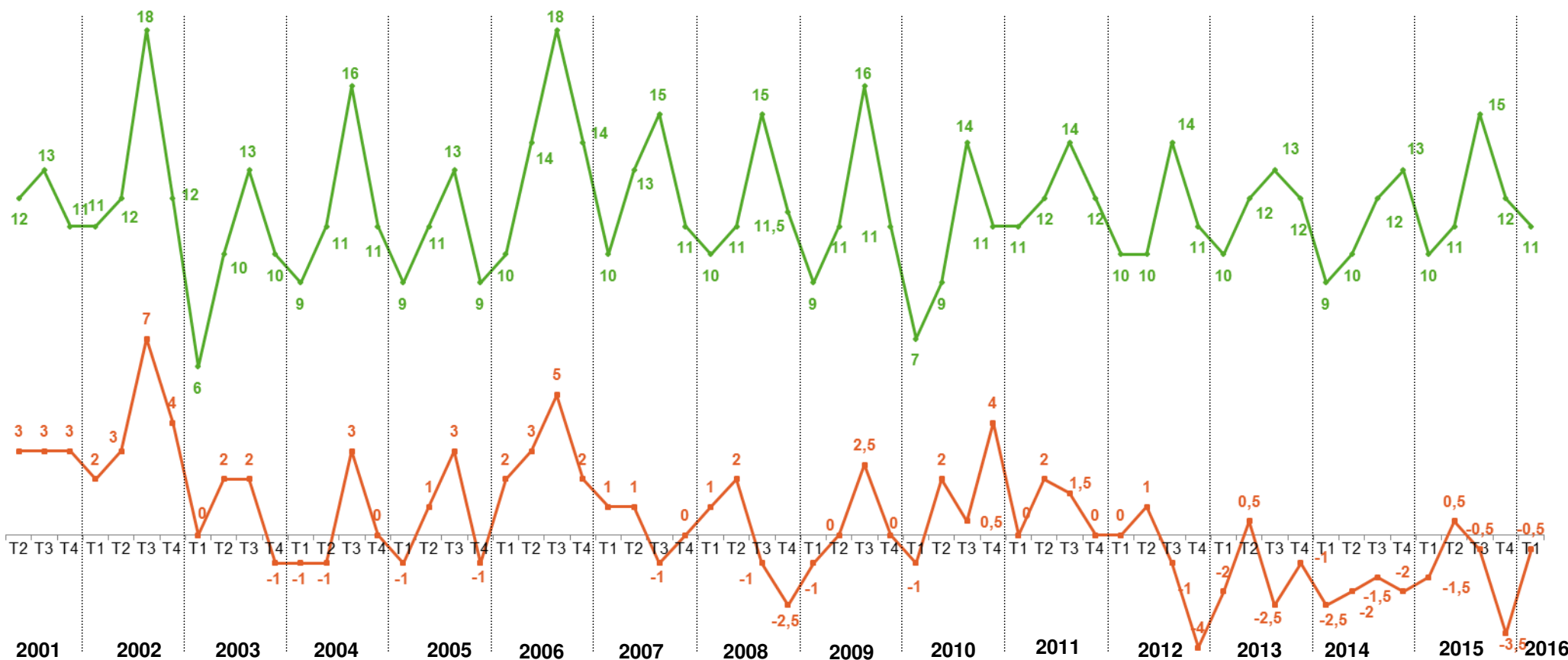
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

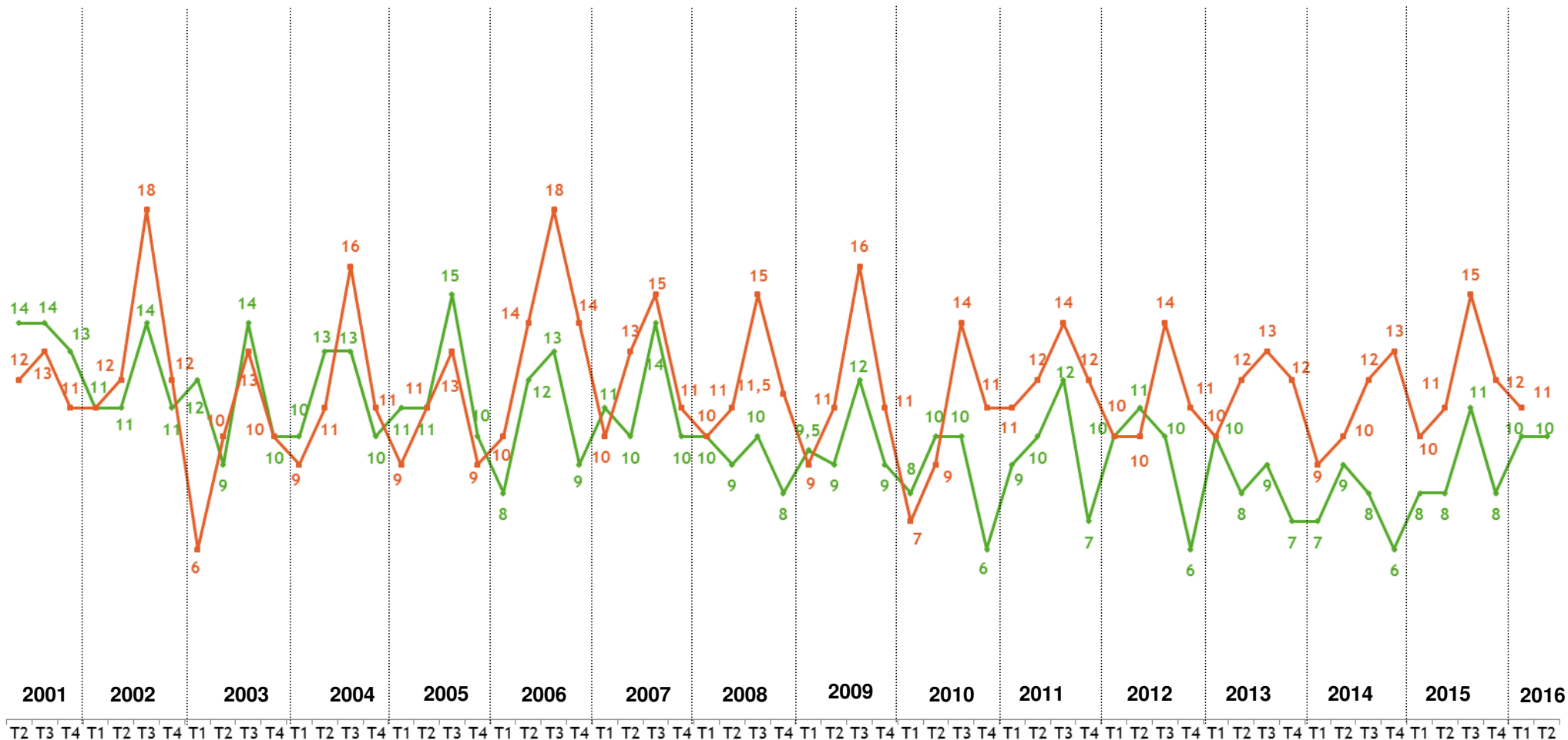
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

—●— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
 —●— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 0,5

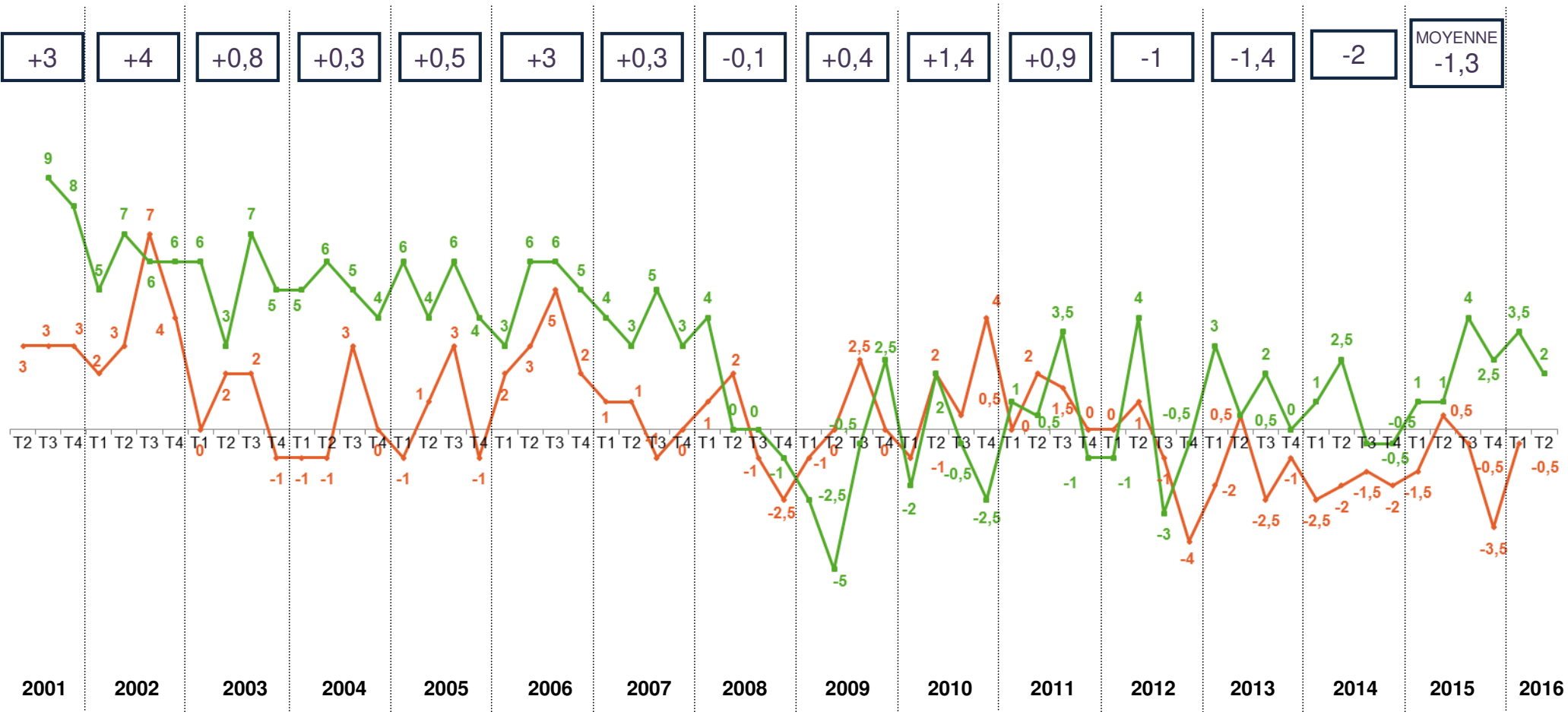
} Moyennes depuis 2001



- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois

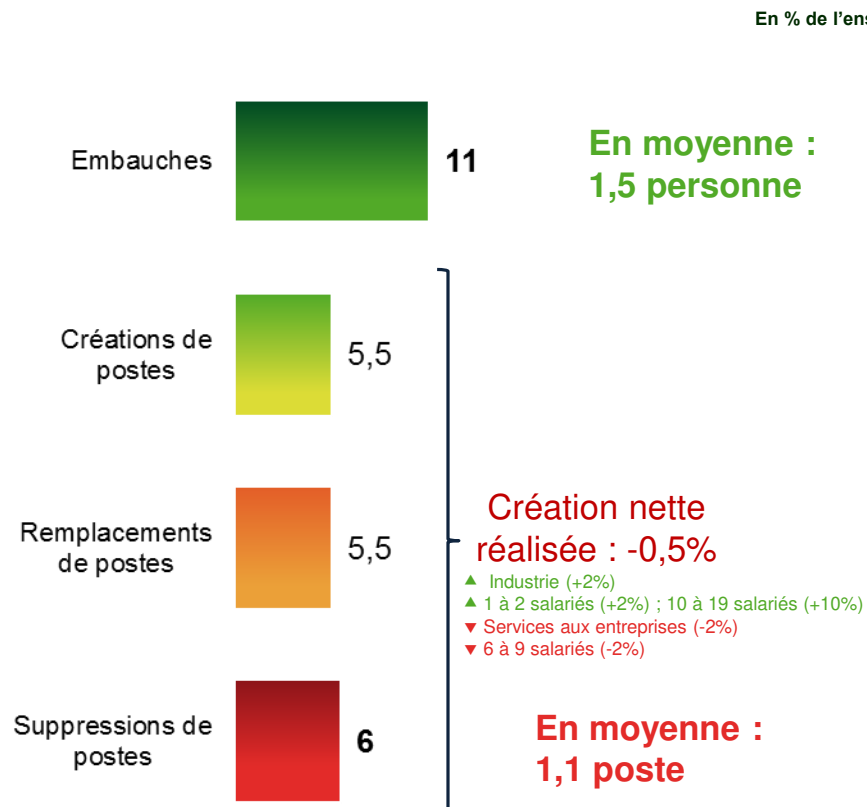


— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
— Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois

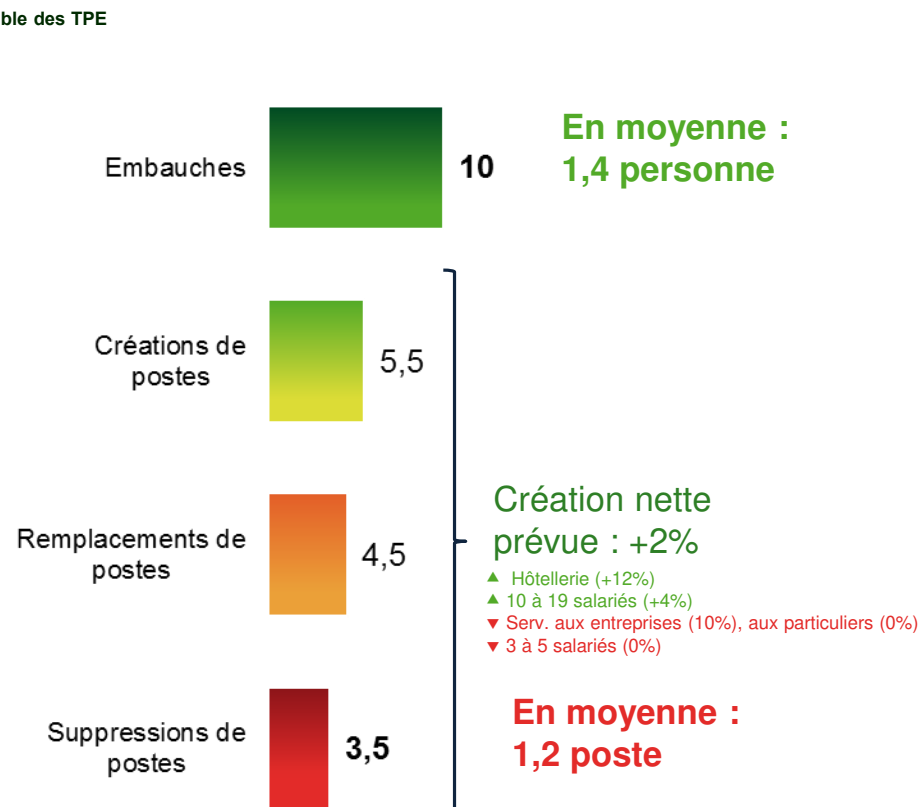


La répartition de la création nette d'emplois

Réalisations de janvier à mars 2016



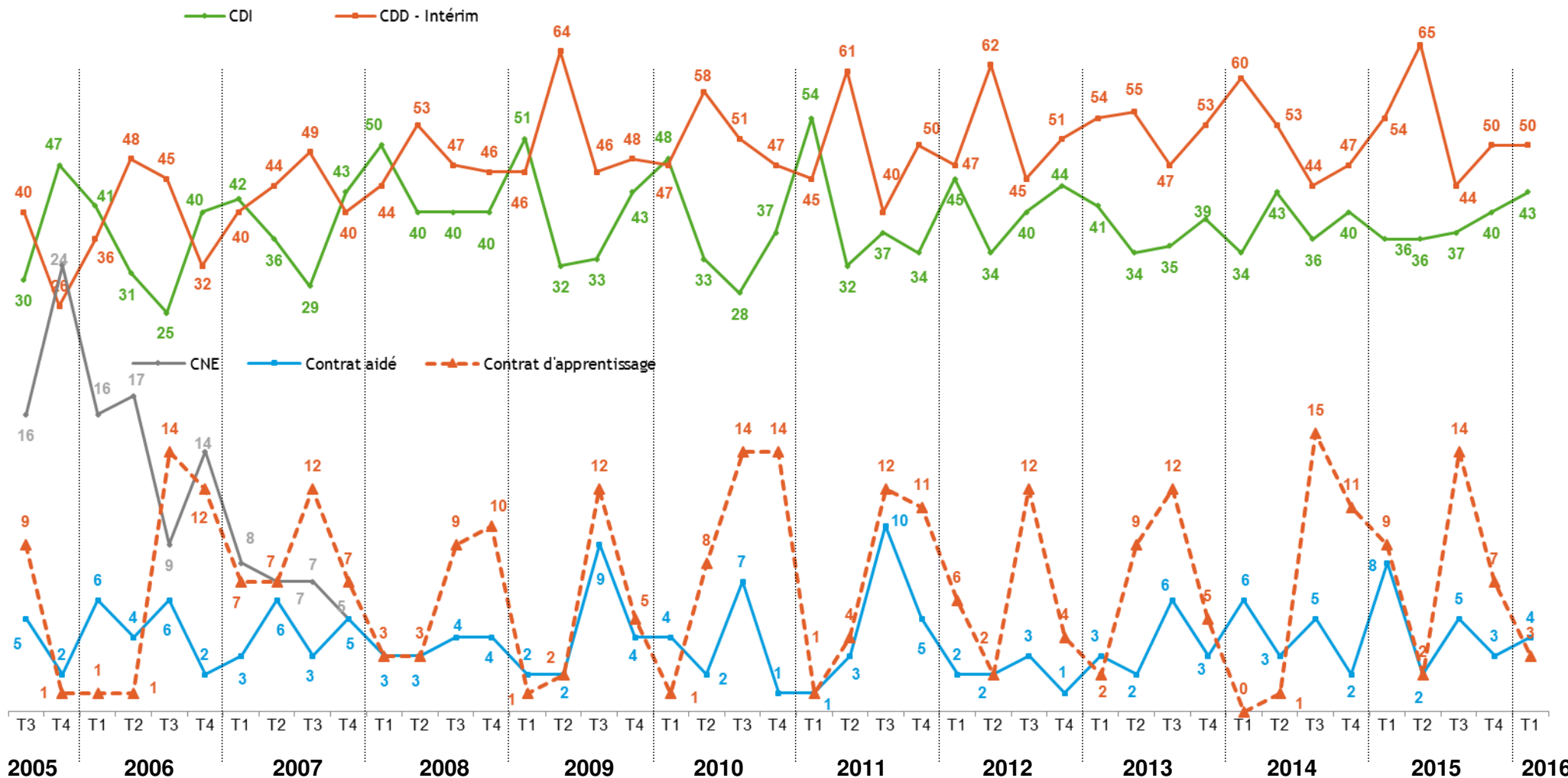
Perspectives d'avril à juin 2016



Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...

CDD > 1 mois = 41%
CDD < 1 mois = 9%



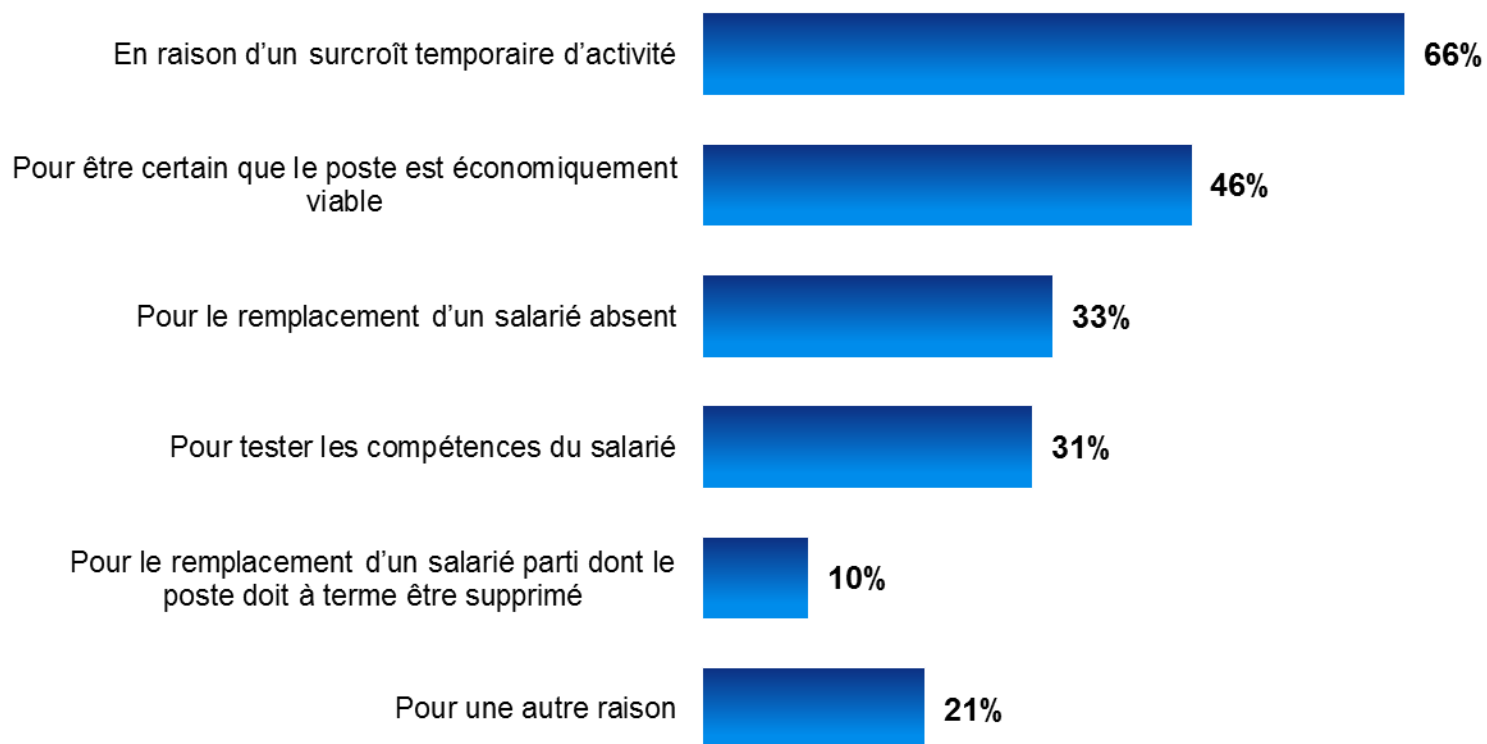
Base : aux dirigeants de TPE ayant embauché au cours des trois derniers mois

Les raisons du recours à des CDD de plus d'un mois

Question

Pour quelle(s) raison(s) avez-vous eu recours à un ou plusieurs salariés en CDD de plus d'un mois ?

Cumul janvier 2015 - février 2016

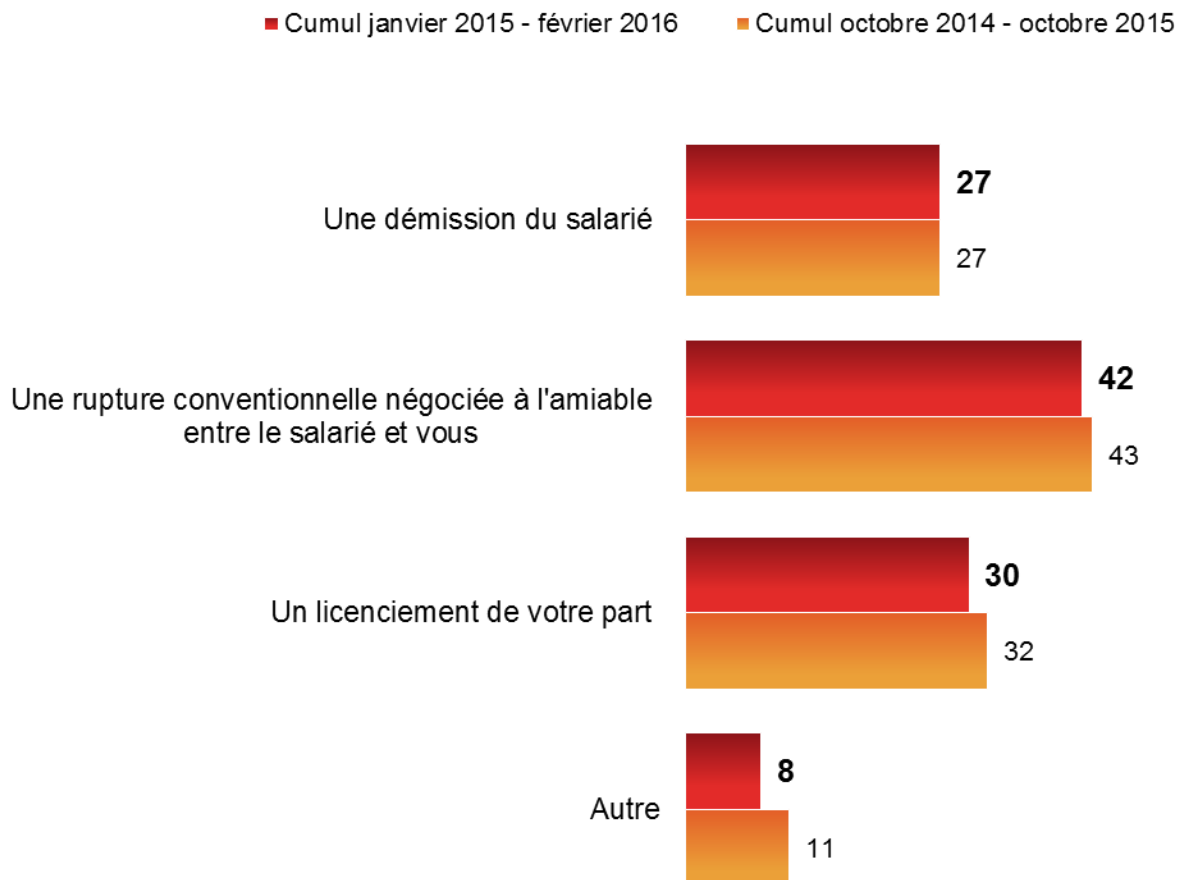


Base : aux patrons de TPE ayant eu recours à un ou plusieurs CDD de plus d'un mois (calcul en cumul sur une année glissante)

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Base : aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois (calcul en cumul sur une année glissante)

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

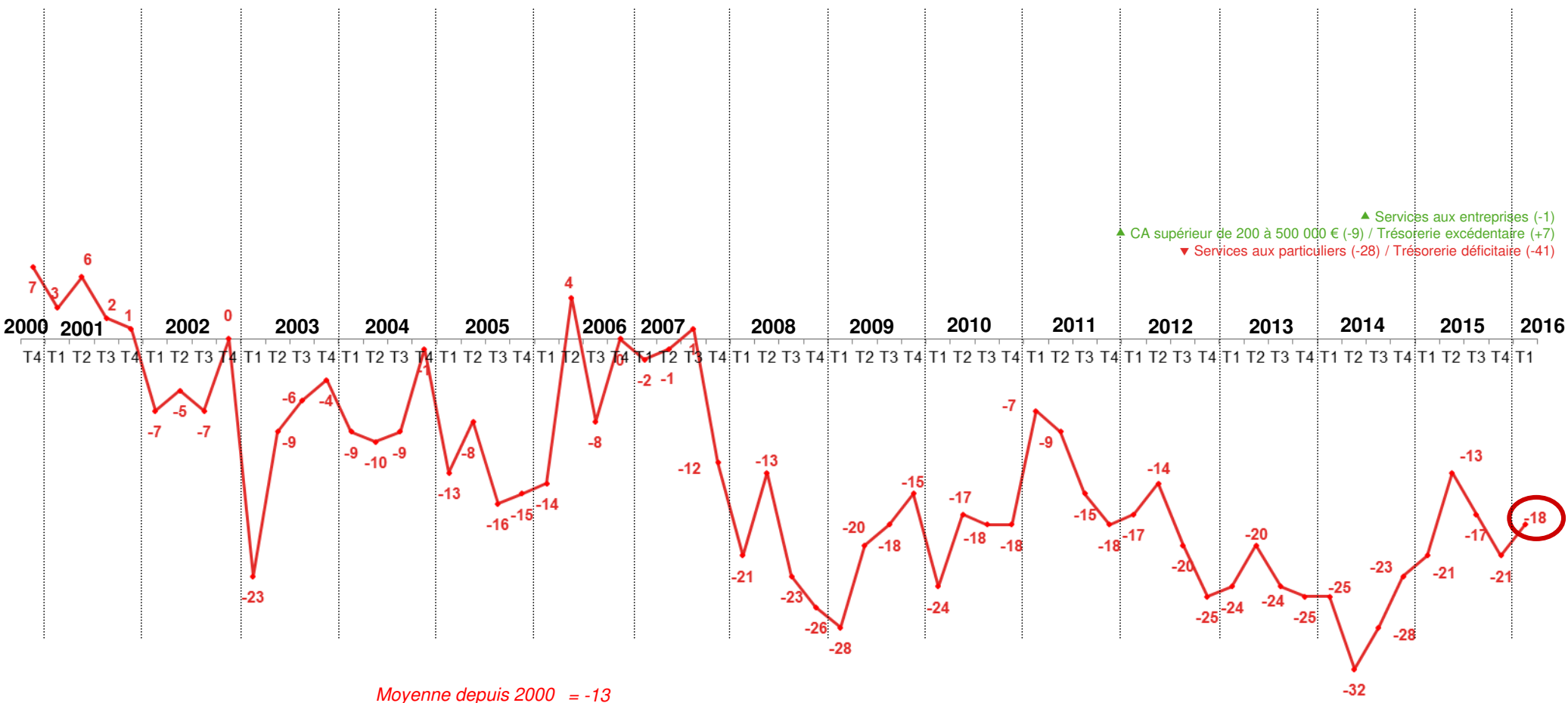
(↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
(▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Situation sur les 3 derniers mois

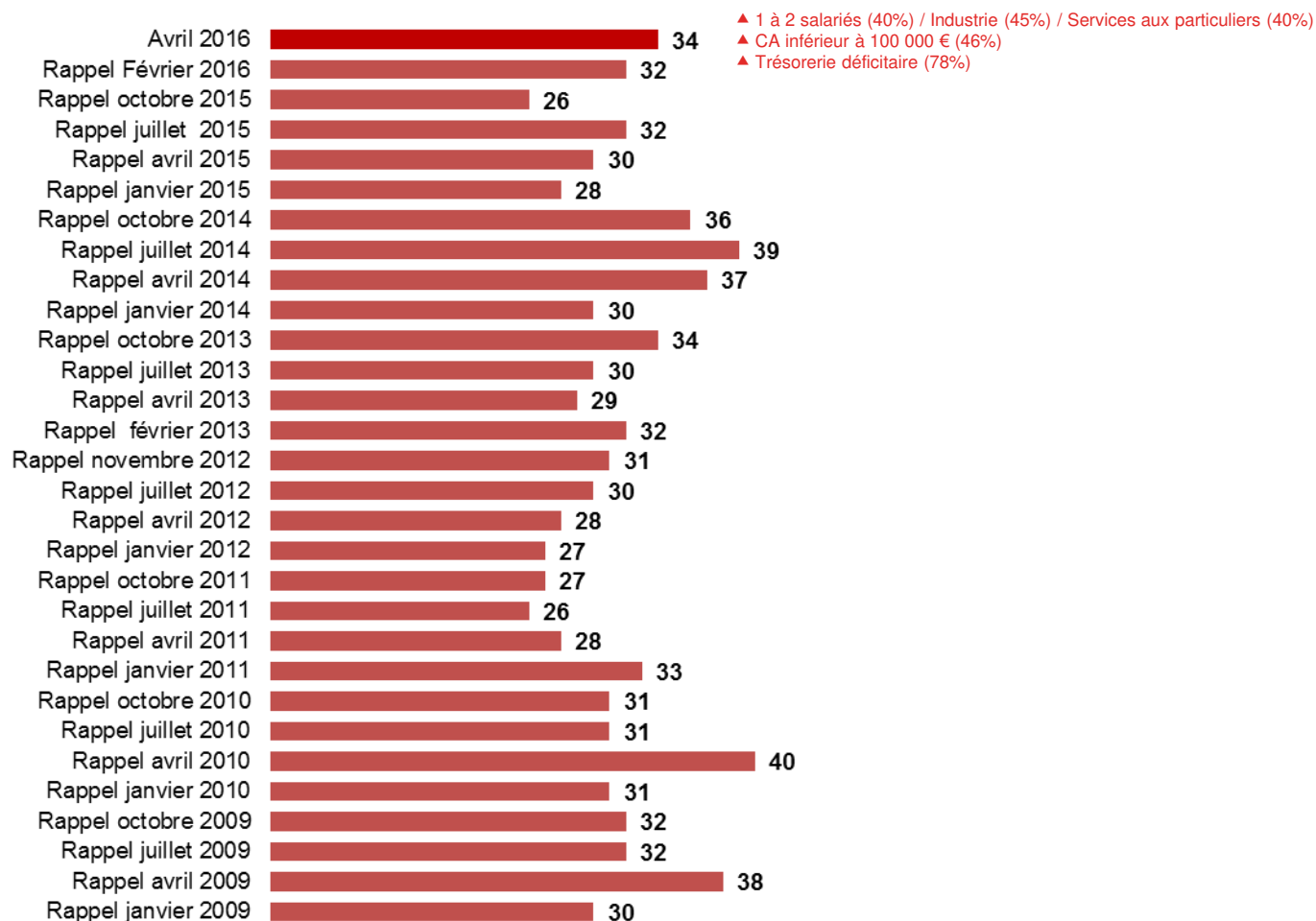


Les préoccupations des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

Excédentaire

29%

- ▲ Services aux entreprises (47%)
- ▲ CA de 500 000 à 1 million d'€ (45%), supérieur à 1 million € (49%)

A l'équilibre

47%

- ▲ Services aux particuliers (55%)

Déficitaire

24%

- ▲ BTP (32%) / Hôtellerie (35%)
- ▲ CA inférieure à 100 000 € (30%) , de 200 000 à 500 000 € (30%)

Rappel
février
2016

30%

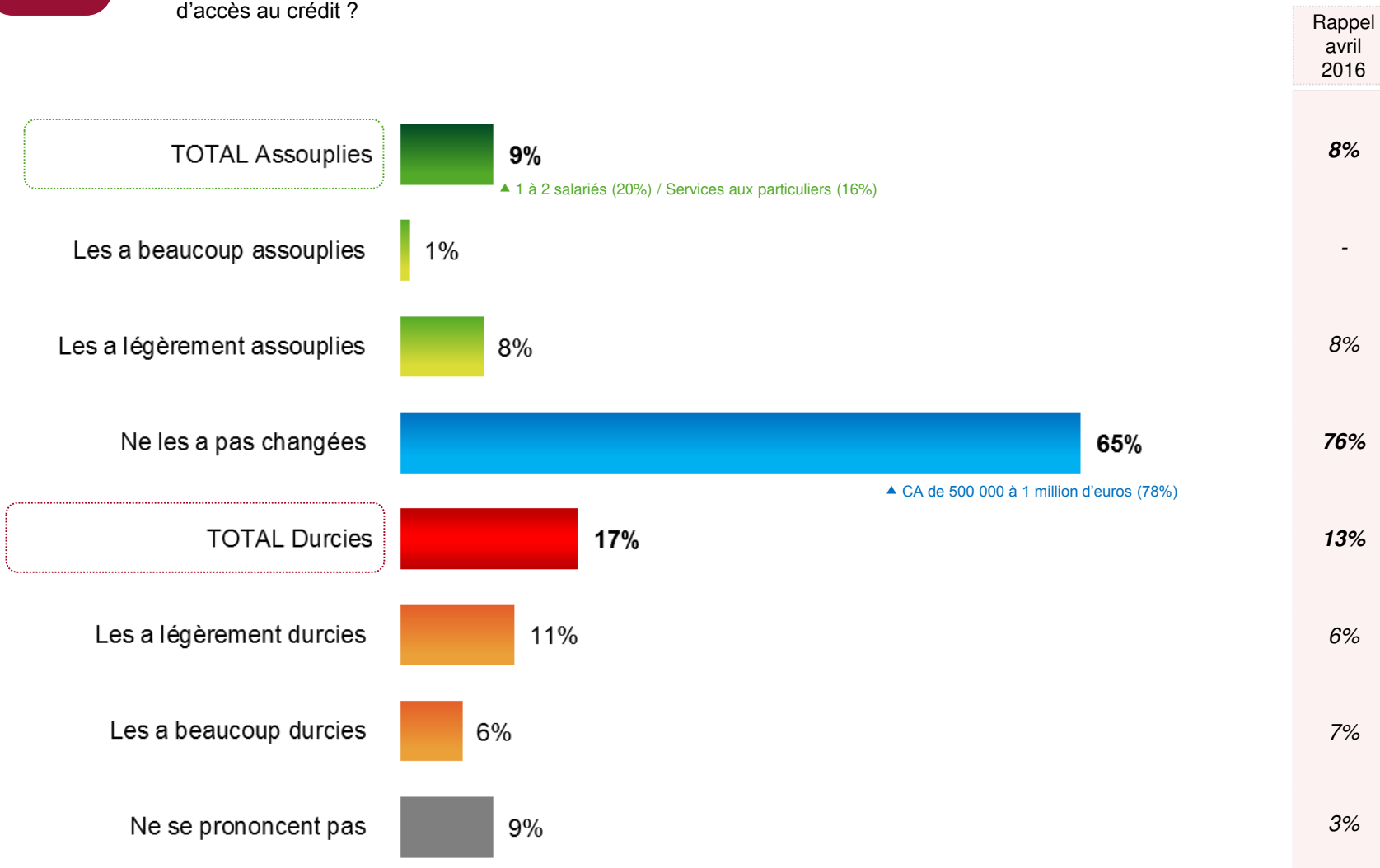
48%

22%

L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?

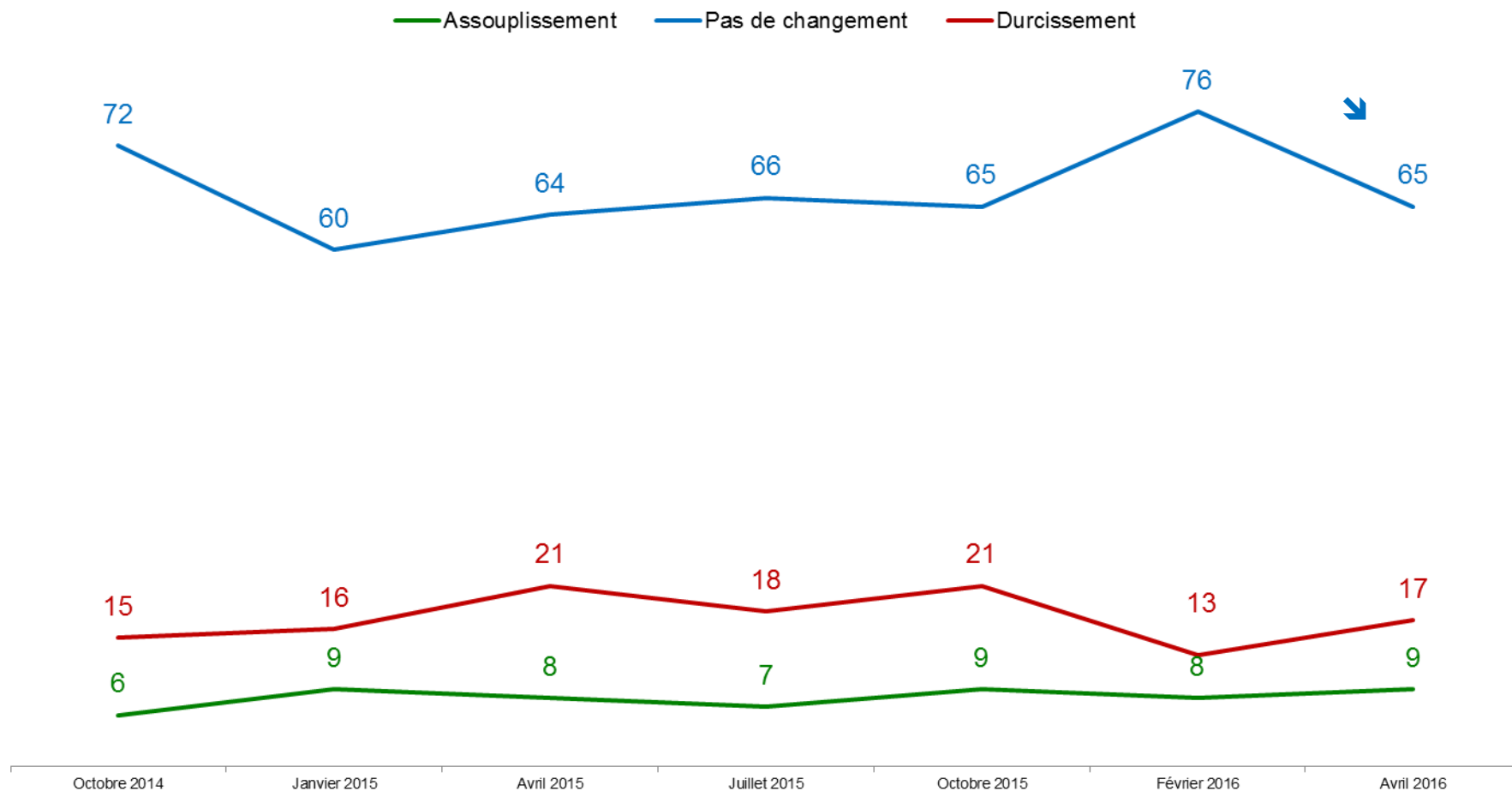


Base : à 50% de l'échantillon

L'évolution des conditions d'accès au crédit au cours des trois derniers mois

Question

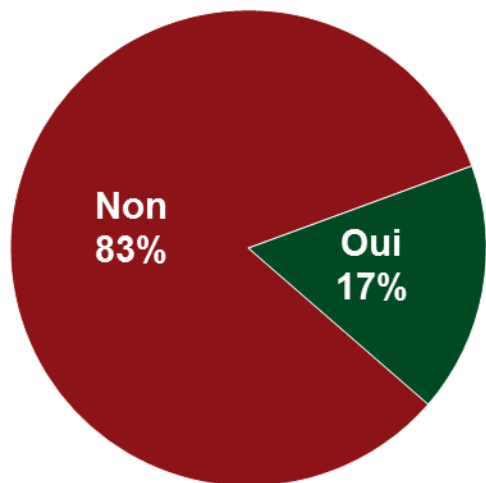
Au cours des trois derniers mois, diriez-vous que votre banque a assoupli, durci, ou n'a pas changé ses conditions d'accès au crédit ?



Les demandes de financement des TPE

Question

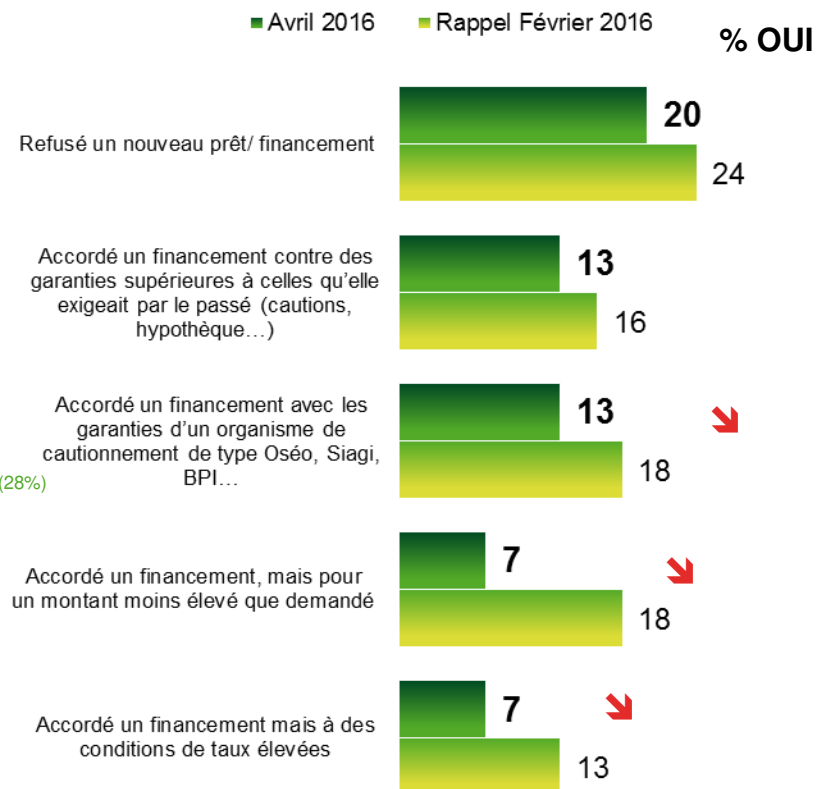
Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?



▲ 6 à 9 salariés (24%) / 10 à 19 salariés (28%)
▲ CA de 200 000 à 500 000 euros (25%)
▲ Trésorerie déficitaire (25%)

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque)
Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?



Au moins une mesure de durcissement : 44% ↓

Rappel février 2016 : 52%

▲ 1 à 2 salariés (54%) / 3 à 5 salariés (54%) / Industrie (66%)
▲ CA de 200 000 à 500 000 euros (70%) / Trésorerie déficitaire (79%)

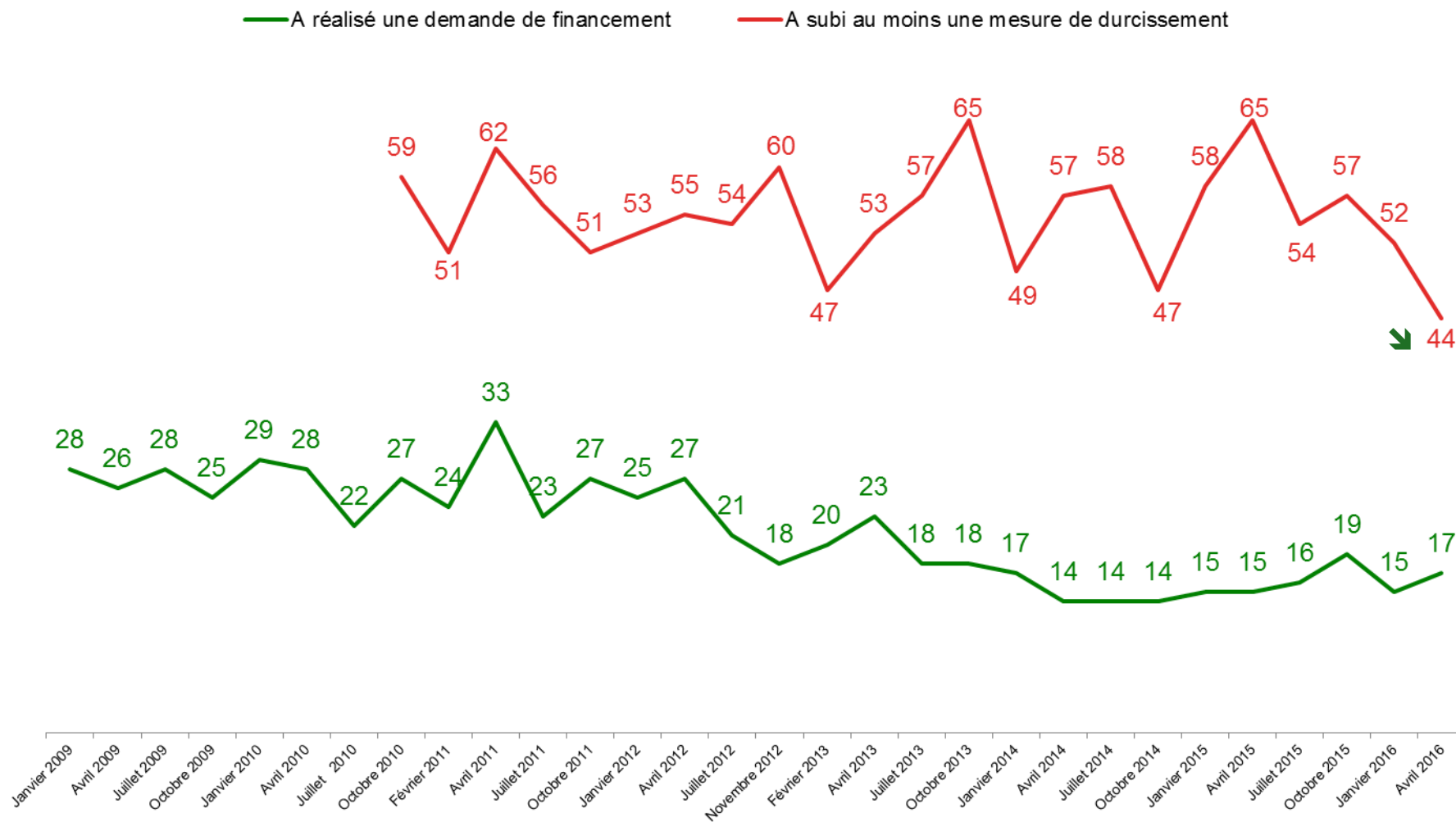
Base : ensemble des dirigeants de TPE

Base : aux dirigeants de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

Les demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?

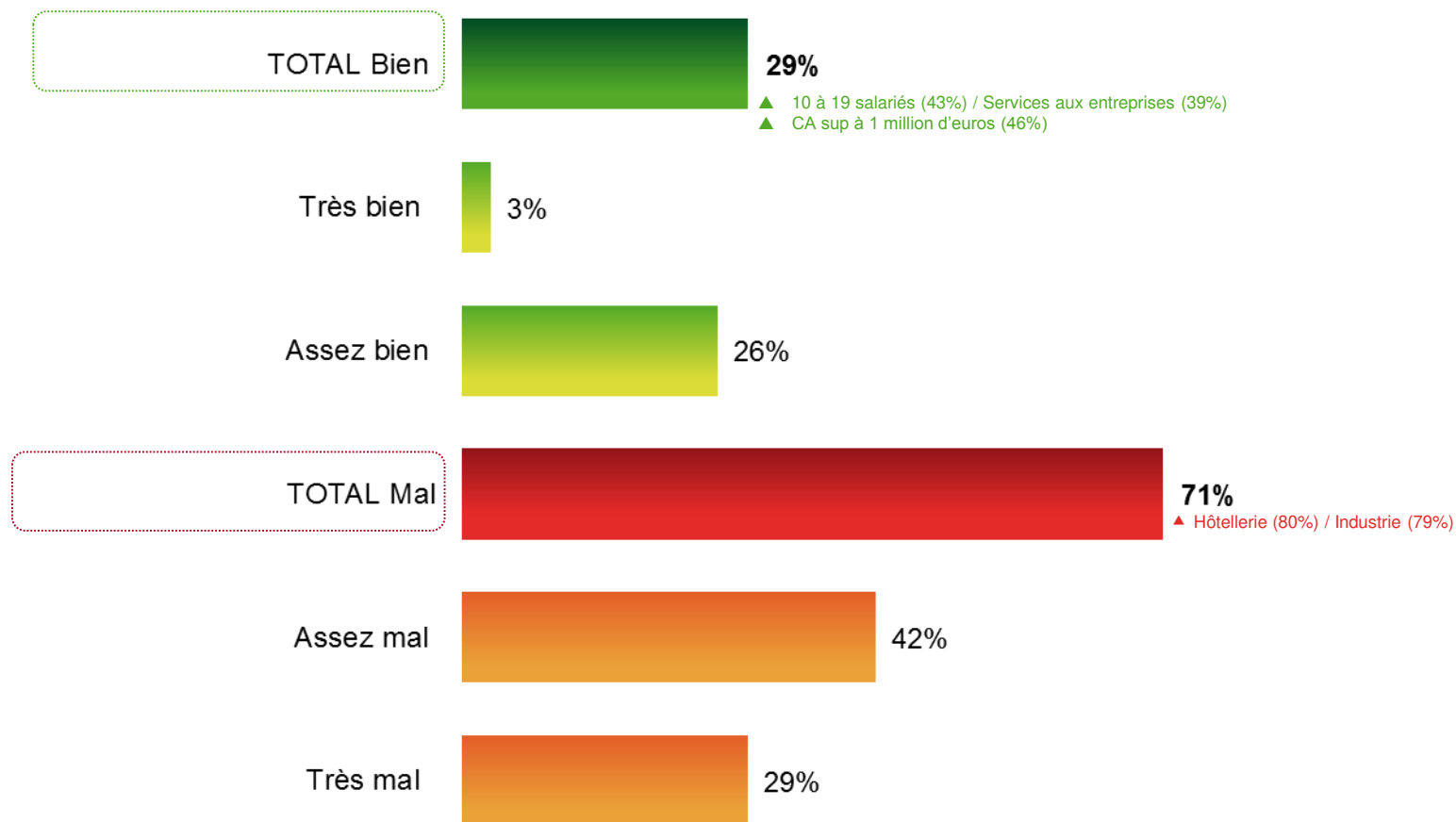


Les TPE et la loi El-Khomri

Le niveau de connaissance du projet de loi El-Khomri

Question

Le gouvernement tente actuellement de réformer le marché du travail avec le projet de loi El-Khomri. Personnellement, diriez-vous que vous connaissez bien ou mal le contenu de ce projet de loi ?

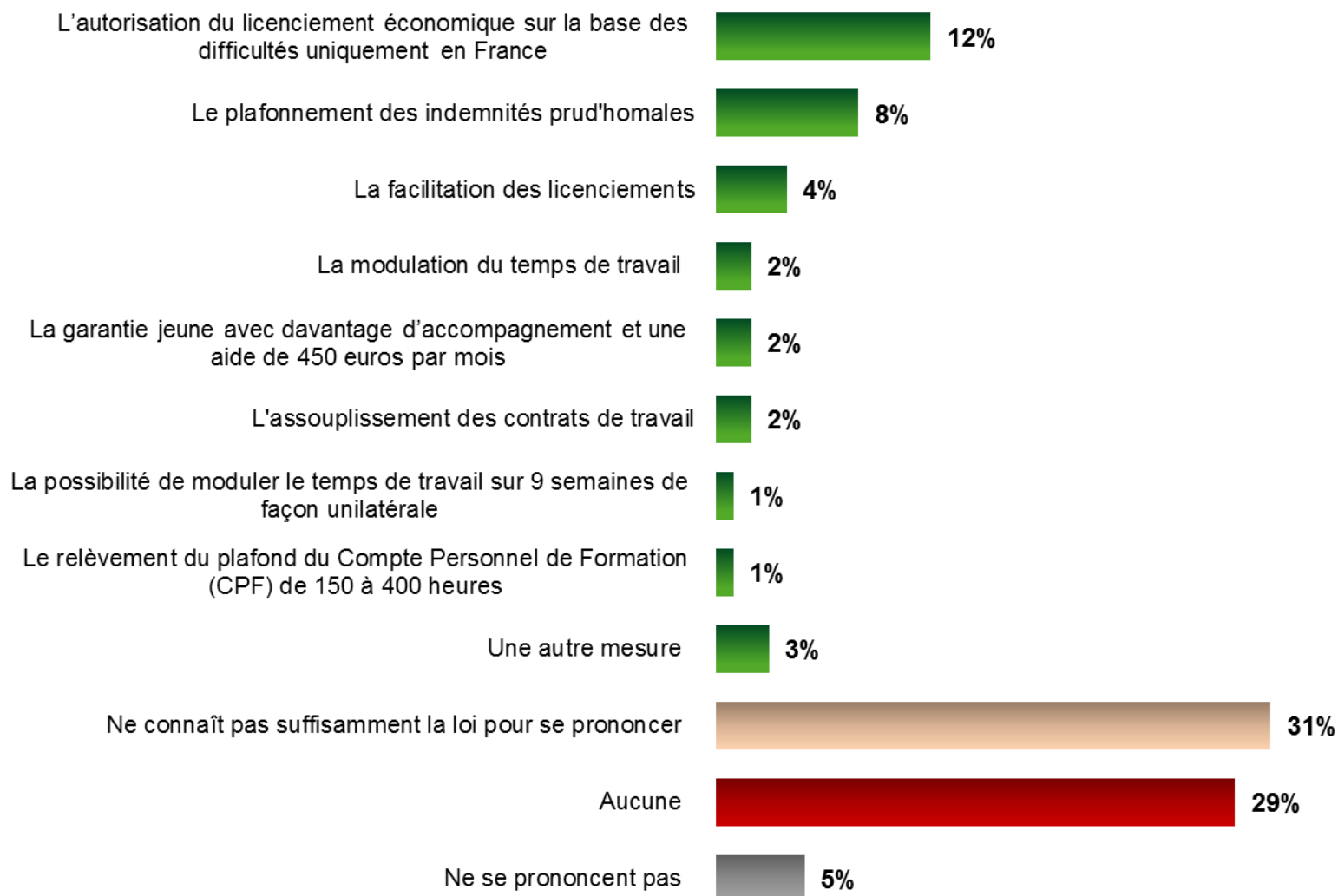


Les mesures jugées positives dans le projet de loi El-Khomri

Question

Pouvez-vous citer une mesure **qui vous plaît** dans le projet de loi El-Khomri ?

(Question ouverte précodée, réponses non suggérées)



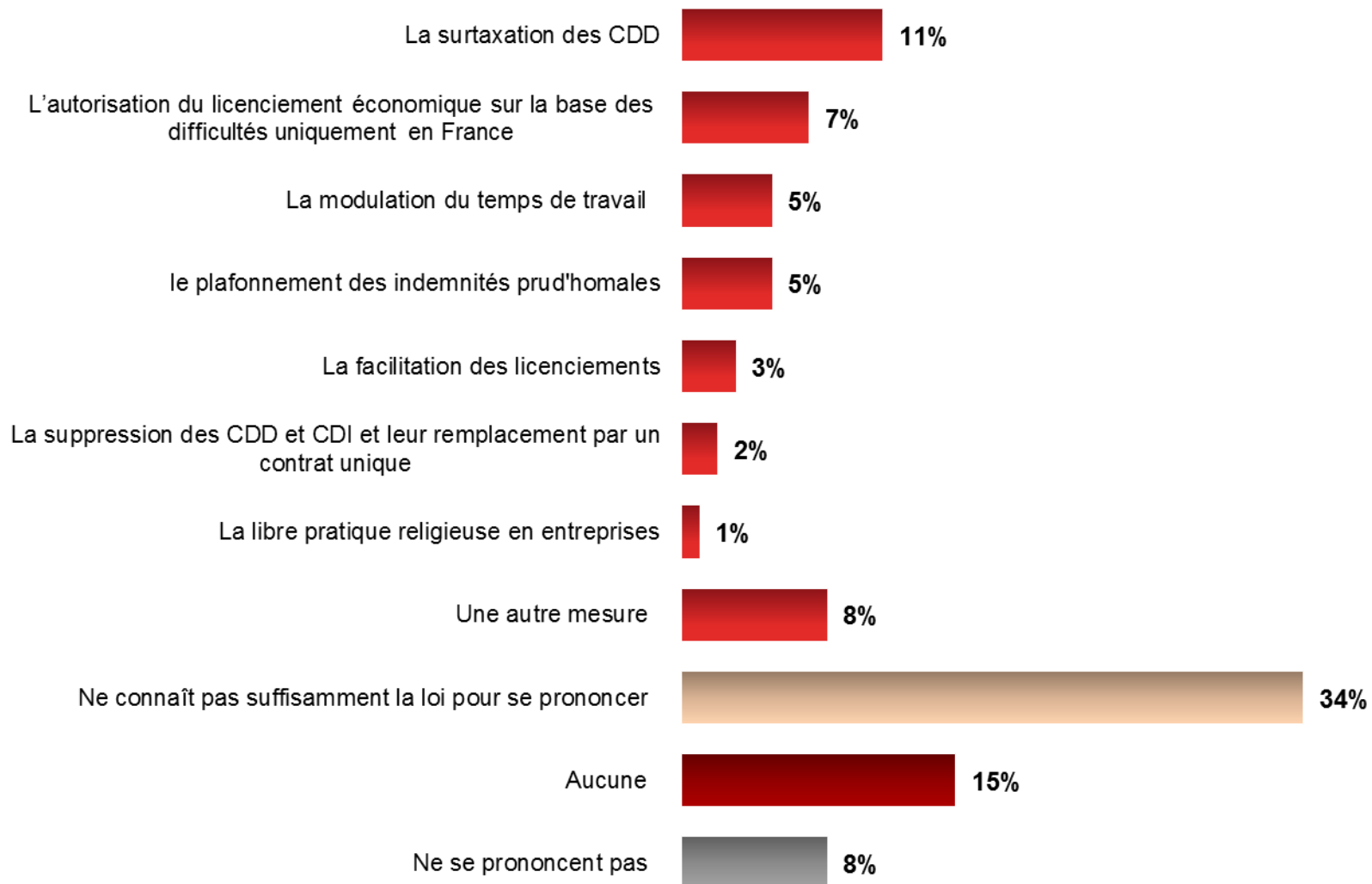
Base : Aux dirigeants de TPE qui n'ont pas déclaré connaître « très mal » le projet de loi El-Khomri

Les mesures jugées négatives dans le projet de loi El-Khomri

Question

Pouvez-vous citer une mesure **qui vous déplaît** dans le projet de loi El-Khomri ?

(Question ouverte précodée, réponses non suggérées)



Base : Aux dirigeants de TPE qui n'ont pas déclaré connaître « très mal » le projet de loi El-Khomri

L'impact du projet de loi El-Khomri sur la précarité des salariés

Question

D'après ce que vous en savez, c'est un projet qui... ?

Va accroître la précarité des salariés

53%

▲ Aucun salarié (57%) / Services aux entreprises (64%)
▲ CA inf à 100 000 euros (63%)
▲ Sympathisants de gauche (63%)

Fera reculer la précarité des salariés

36%

▲ 3 à 5 salariés (49%) / BTP (46%) / Commerce (46%)
▲ Sympathisants de droite (44%)

Ne se prononcent pas

11%

Ensemble des Français Mars 2016**	Ensemble des Français Février 2006*
59%	53%
16%	43%
25%	4%

* Sondage Ifop pour Le Journal du Dimanche réalisé par téléphone du 9 au 10 février 2006 auprès d'un échantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Le libellé de la question était : « Vous savez que Dominique de Villepin vient d'annoncer la création pour les jeunes de moins de 26 ans d'un nouveau type de contrat de travail à durée indéterminée, le contrat première embauche qui prévoira désormais une période d'essai de deux ans pour le jeune salarié. Concernant cette mesure, de quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ? C'est une décision qui... ».

** Sondage Ifop pour la Atlantico réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 15 au 18 mars 2016 auprès d'un échantillon de 2860 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

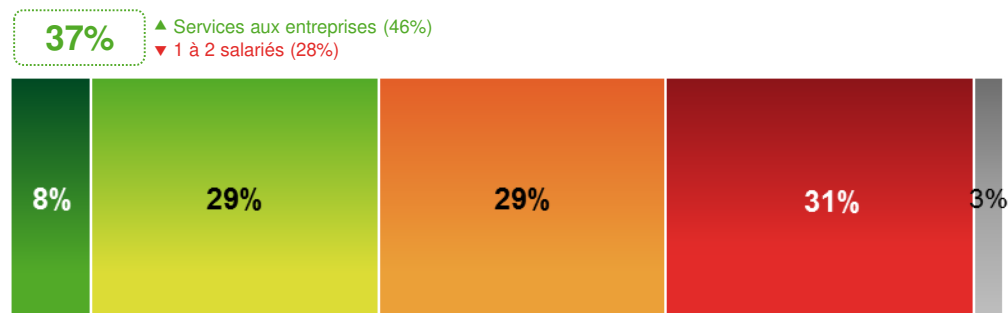
L'impact de la loi El-Khomri sur l'embauche

Question

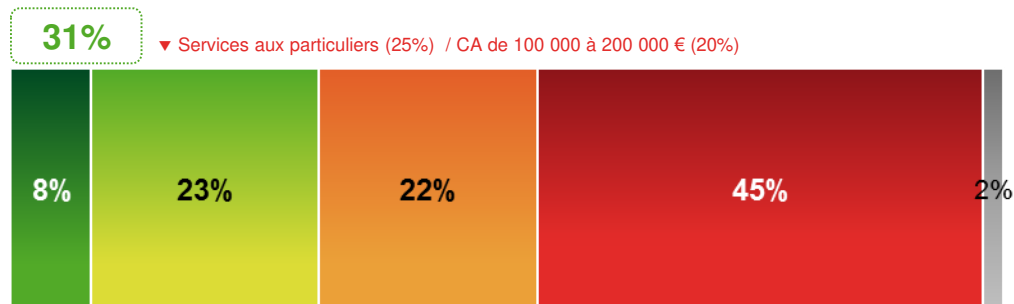
En ce qui concerne la loi El-Khomri, sur la réforme du marché du travail, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Total D'accord

Cette loi va permettre de créer de l'emploi



Cette loi va inciter des petites entreprises comme la vôtre à embaucher



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord ■ Ne se prononcent pas

Base : à 50% de l'échantillon

La perception des aménagements de la loi El-Khomri suite à la contestation

Question

Suite à la contestation des actifs, des syndicats et des lycéens face à cette loi, le gouvernement a apporté différents aménagements, au sujet desquels Manuel Valls a expliqué que sa mission était de trouver des compromis pour réformer le pays en évitant les blocages. A propos de cette position du Premier ministre, de laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

C'est une bonne chose car c'est un signe d'ouverture au dialogue avec les partenaires sociaux



34%

▲ CA inf à 100 000 euros (47%) / Sympathisants de gauche (54%)

C'est une mauvaise chose car c'est le signe que le Gouvernement recule face à la contestation



63%

▲ CA sup à 1 million d'euros (83%)
▲ Sympathisants de droite (76%)

Ne se prononcent pas



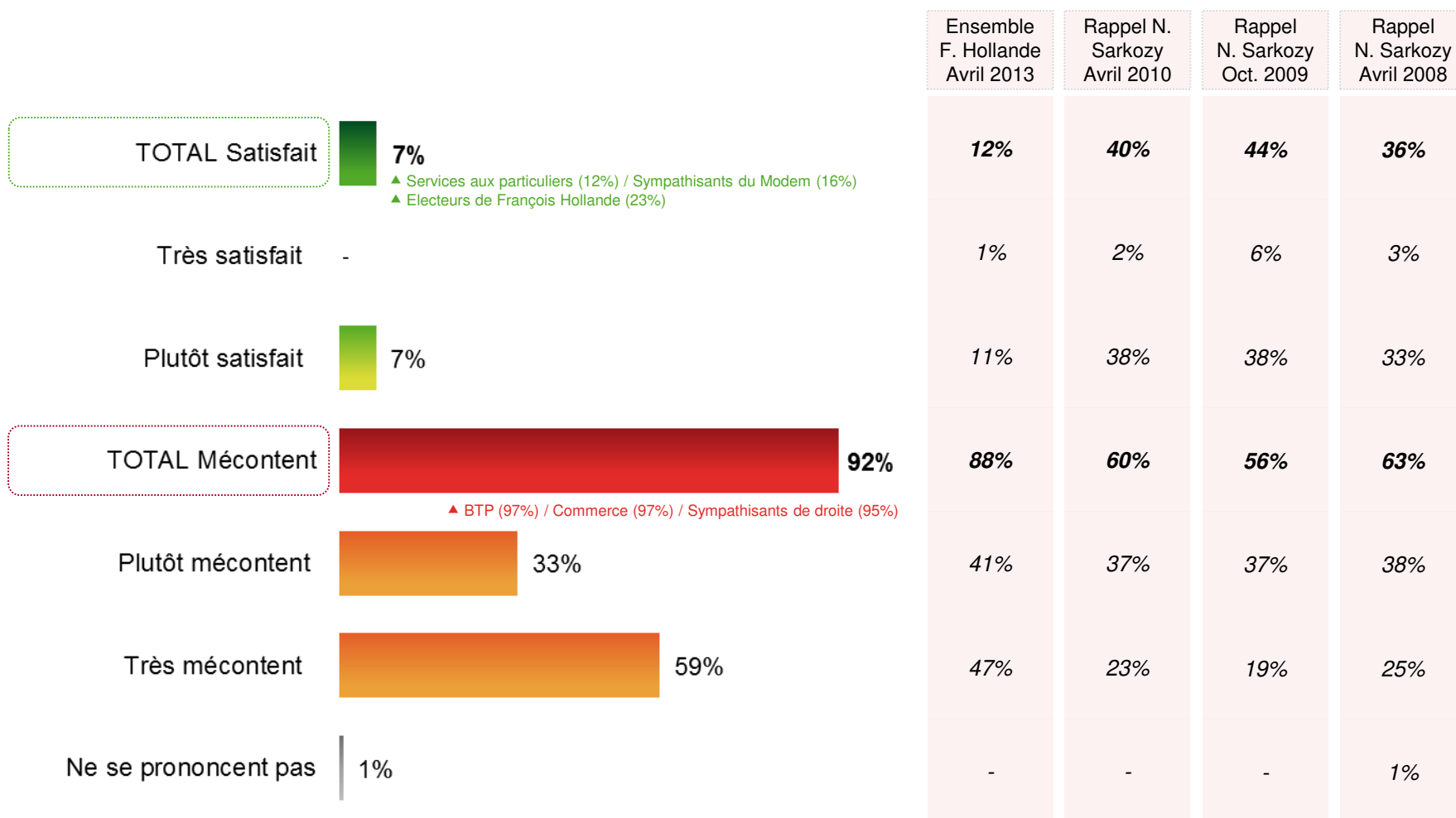
3%

***Le bilan de François
Hollande à un an de l'élection
présidentielle de 2017***

La satisfaction à l'égard de l'action de François Hollande depuis 2012

Question

Au global, à un an de l'échéance du mandat de François Hollande comme président de la République, diriez-vous que vous êtes satisfait ou mécontent de son action ?

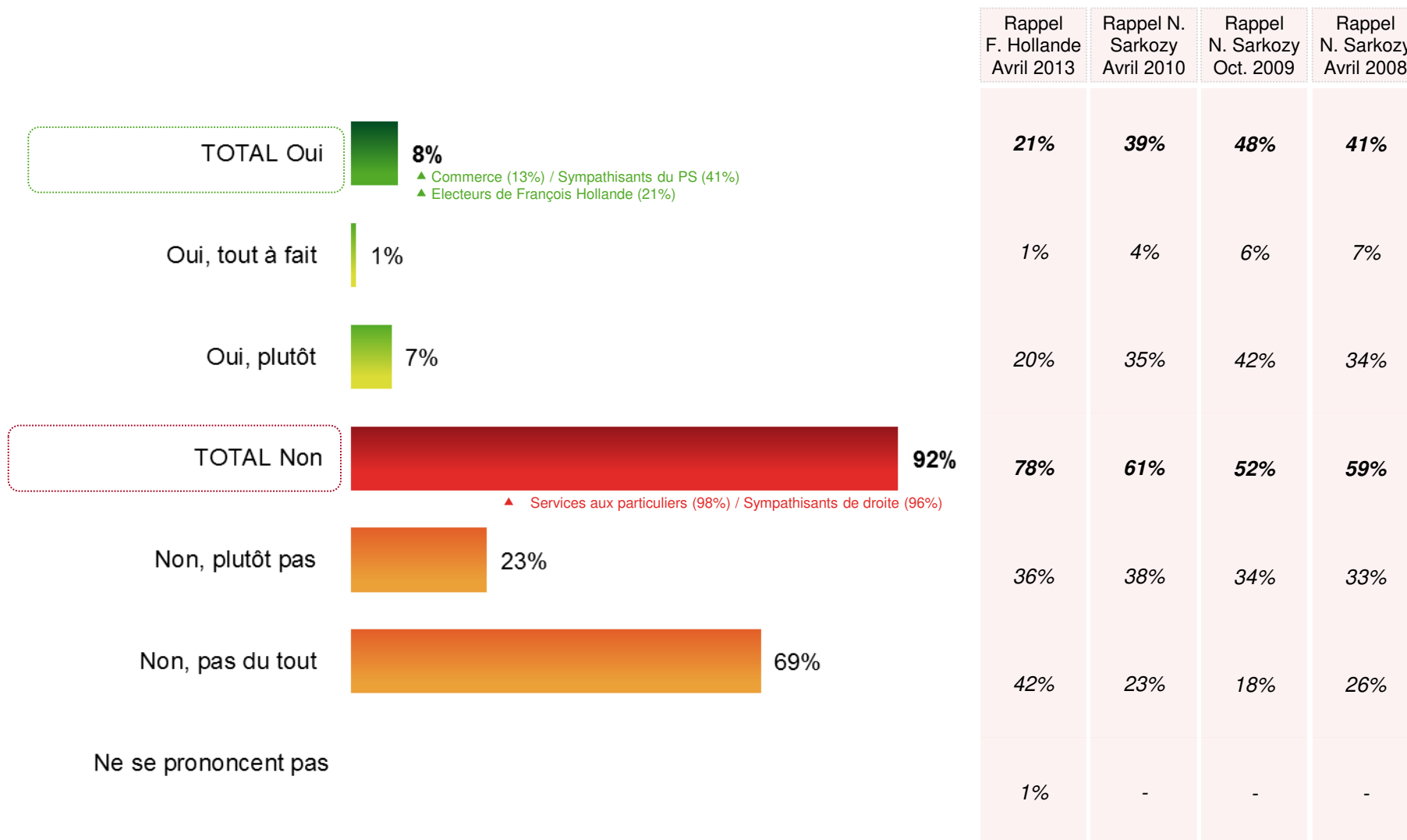


Base : à 50% de l'échantillon

La tenue de ses promesses de campagne par François Hollande

Question

Selon vous, François Hollande a-t-il globalement tenu les engagements qu'il avait pris durant la campagne électorale ?



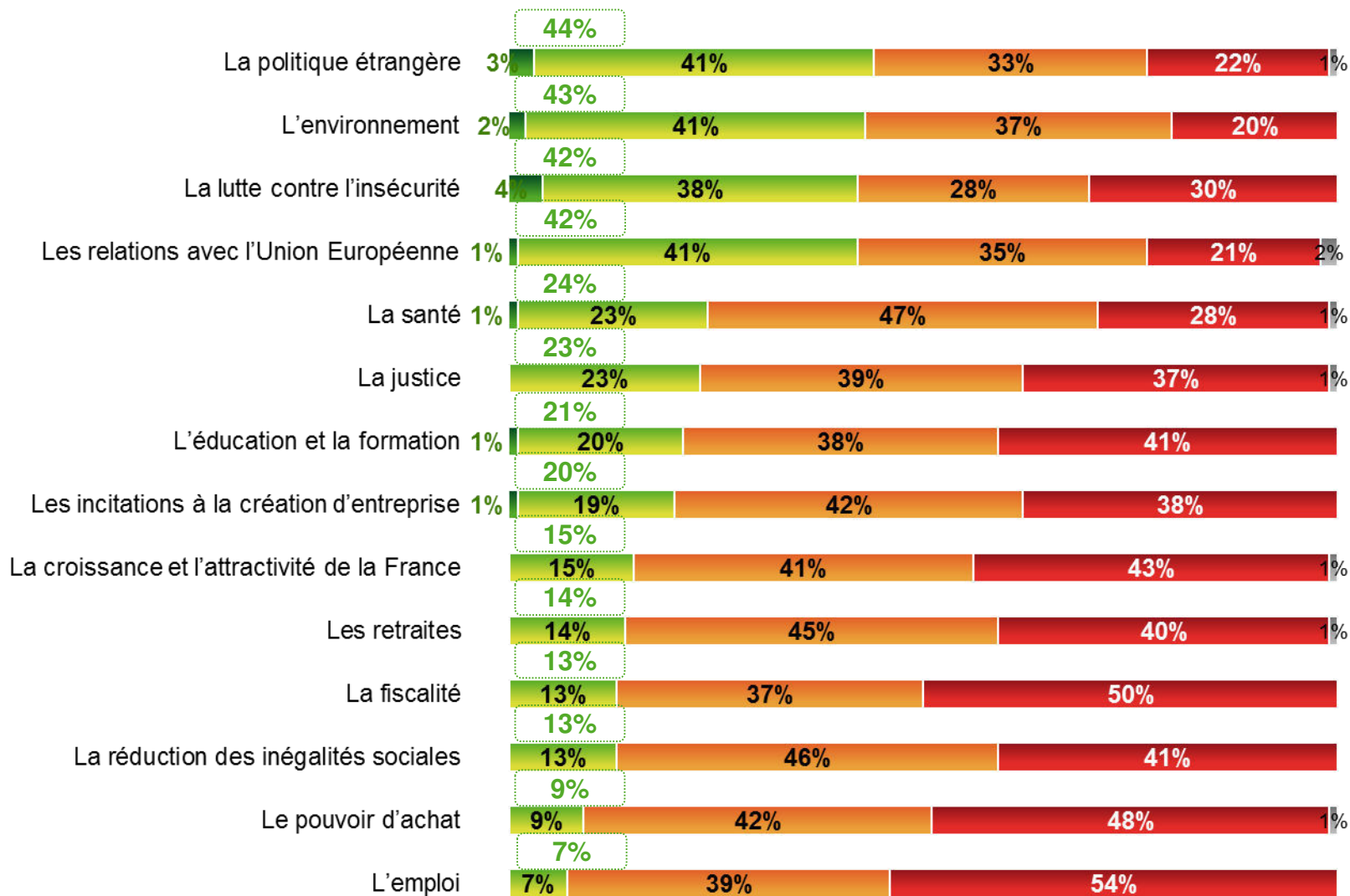
Base : à 50% de l'échantillon

Le jugement sur l'action de François Hollande dans différents domaines

Question

Diriez-vous que vous portez un jugement positif ou négatif sur l'action de François Hollande et de ses gouvernements successifs depuis 2012 dans chacun des domaines suivants ?

Total Positif



Base : à 50% de l'échantillon

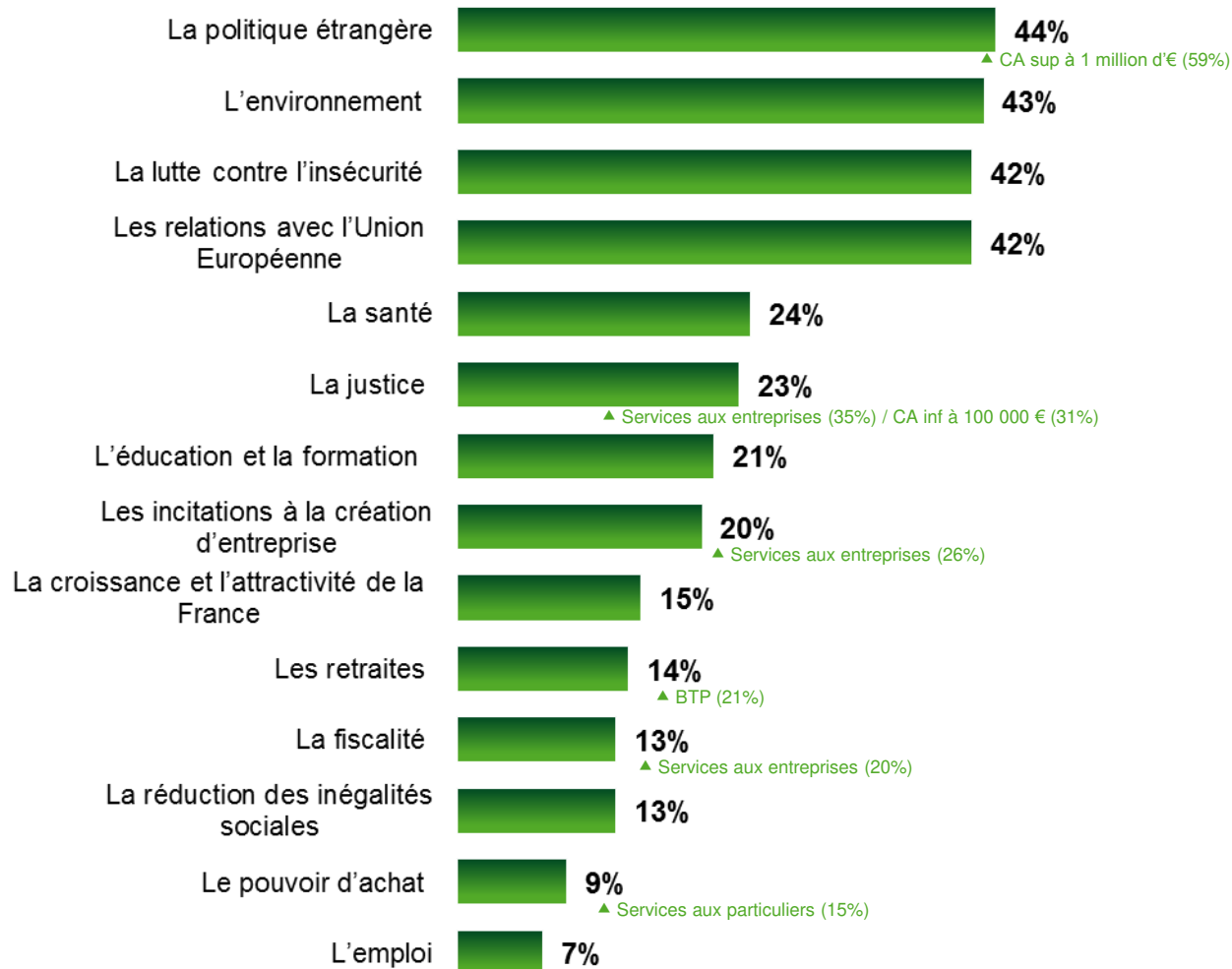
■ Très positif ■ Plutôt positif ■ Plutôt négatif ■ Très négatif ■ Colonne2

Le jugement sur l'action de François Hollande dans différents domaines

Question

Diriez-vous que vous portez un jugement positif ou négatif sur l'action de François Hollande et de ses gouvernements successifs depuis 2012 dans chacun des domaines suivants ?

Total Positif



Rappel F. Hollande Avril 2013	Rappel N. Sarkozy Avril 2010	Rappel N. Sarkozy Oct. 2009	Rappel N. Sarkozy Avril 2008
NP	NP	NP	NP
36%	55%	64%	51%
35%	35%	45%	65%
NP	NP	NP	NP
NP	NP	NP	NP
36%	36%	30%	48%
36%	37%	45%	43%
NP	NP	NP	NP
10%	16%	32%	NP
21%	37%	38%	40%
12%	41% ²	43% ²	32% ²
NP	NP	NP	NP
6%	17%	1%	11%
8% ¹	27% ¹	25% ¹	49% ¹

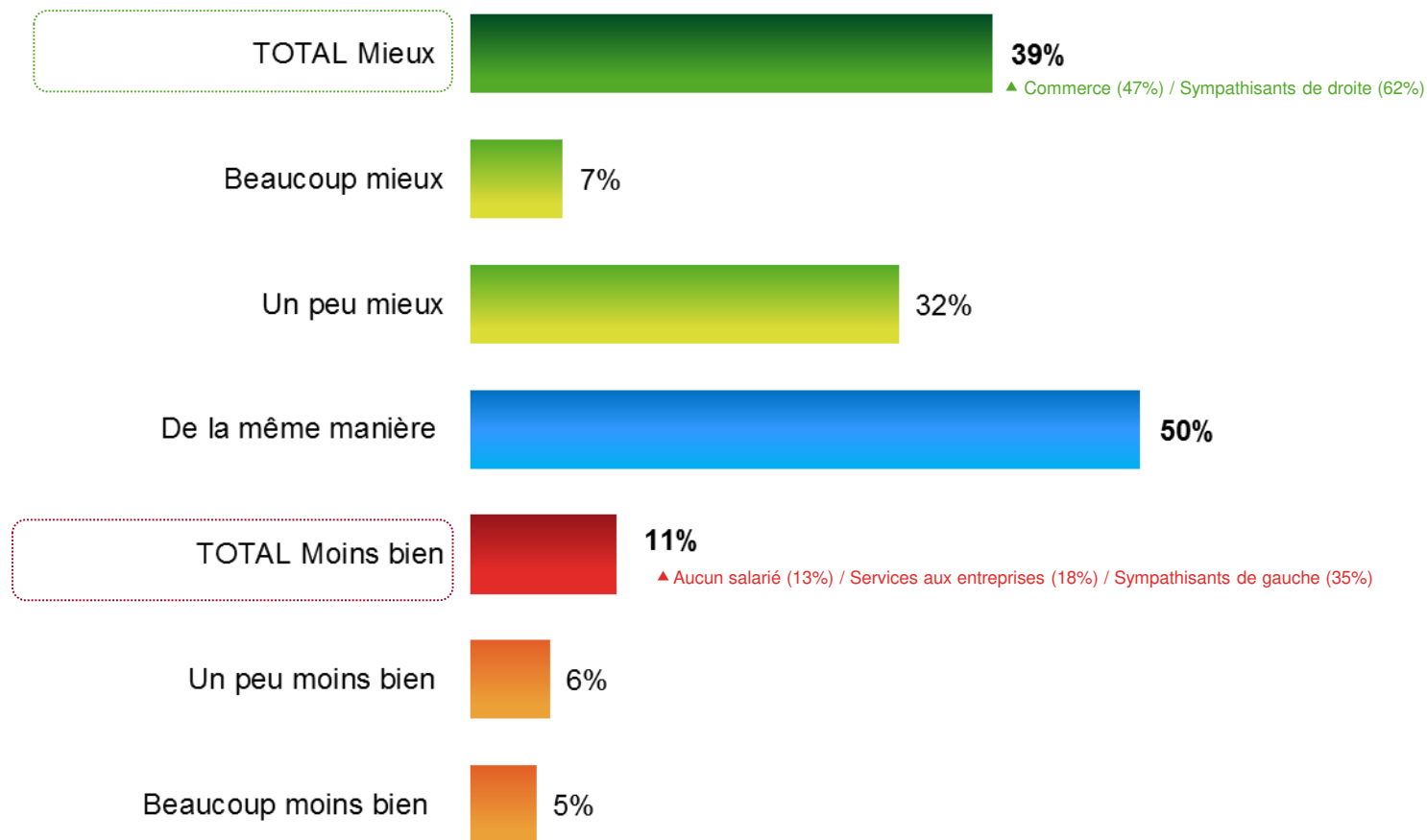
¹ Lors des enquêtes précédentes, l'item était « la lutte contre le chômage »

² En avril 2010, octobre 2009 et avril 2008, l'item était « la baisse des impôts »

Le sentiment que l'opposition aurait mieux agi pour relancer la croissance

Question

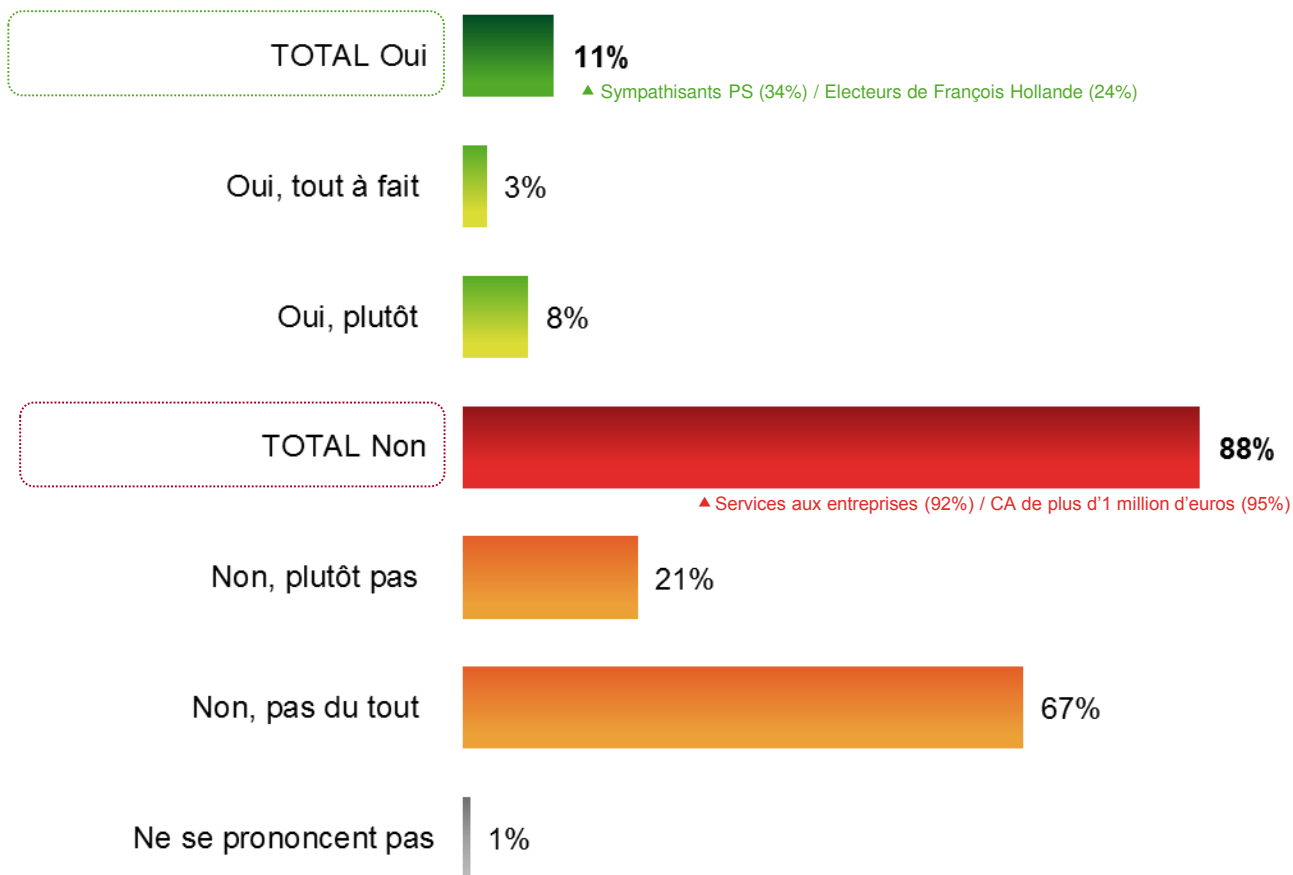
Face au contexte économique, diriez-vous que, si l'opposition avait été au pouvoir, elle aurait agi mieux, moins bien, ou de la même manière pour relancer la croissance et l'emploi ?



Le souhait d'une candidature de François Hollande en 2017

Question

Souhaitez-vous que François Hollande soit candidat à l'élection présidentielle de 2017 ?



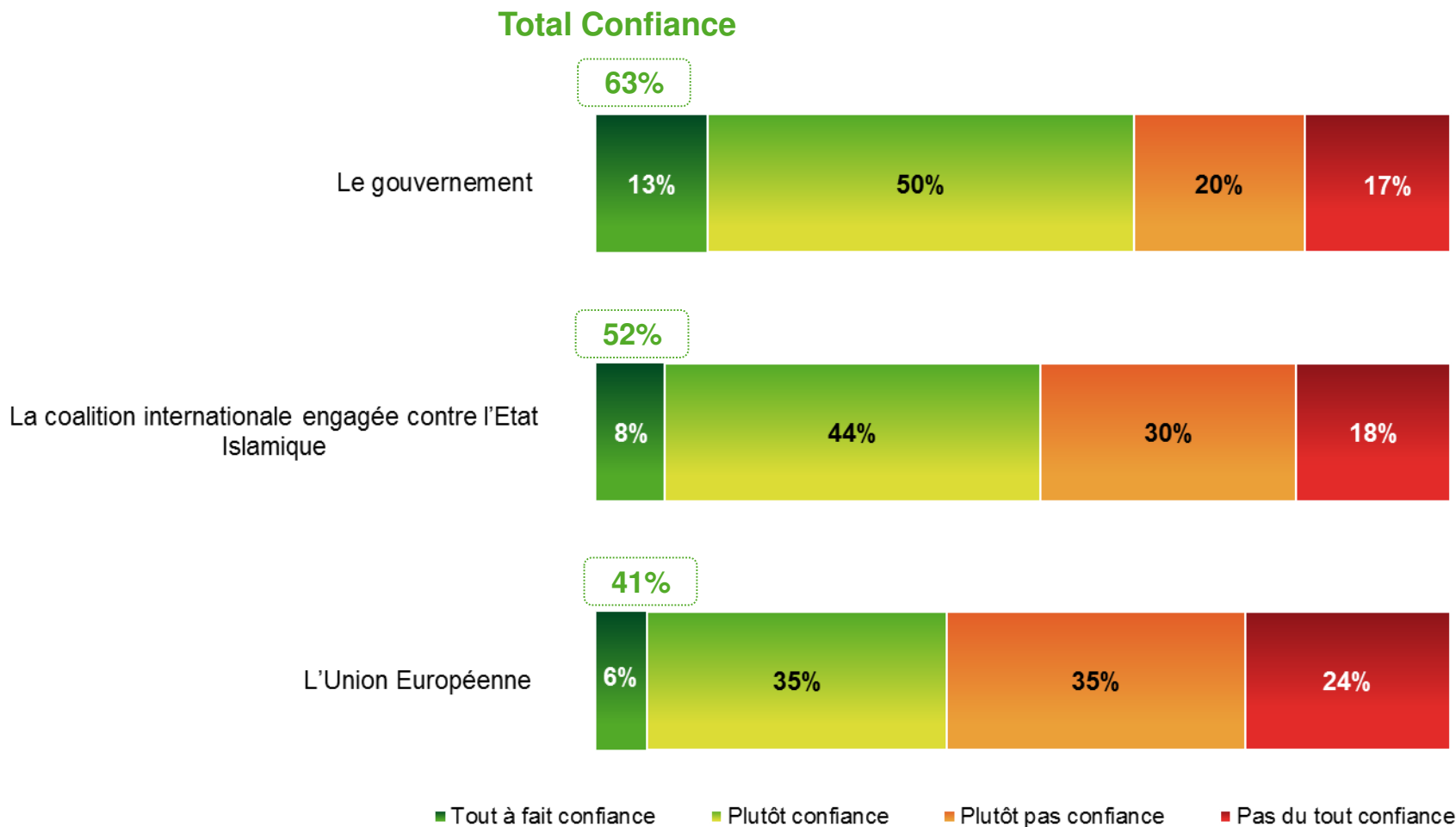
Base : ensemble des dirigeants de TPE

Les attentats de Bruxelles et l'impact du terrorisme

La confiance en différents acteurs pour lutter contre le terrorisme

Question

A la suite des attentats des derniers mois en France et en Belgique, diriez-vous que vous avez confiance ou pas confiance dans les acteurs suivants pour prendre les bonnes décisions en matière de lutte contre le terrorisme ?

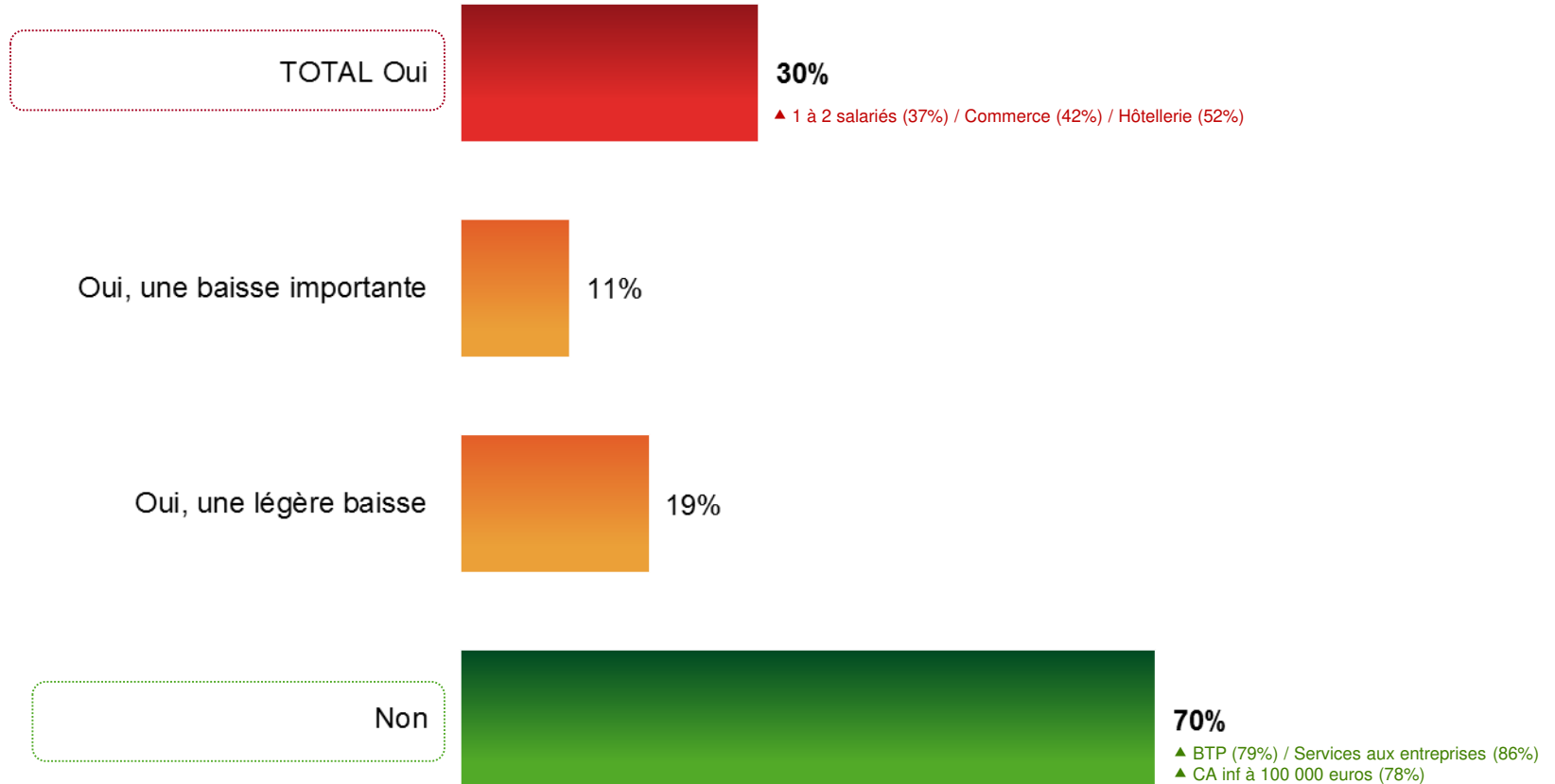


Base : à 50% de l'échantillon

La perception d'une baisse de l'activité à la suite des différents attentats

Question

Avez-vous ressenti une baisse de votre activité en lien avec ces différents attentats ?

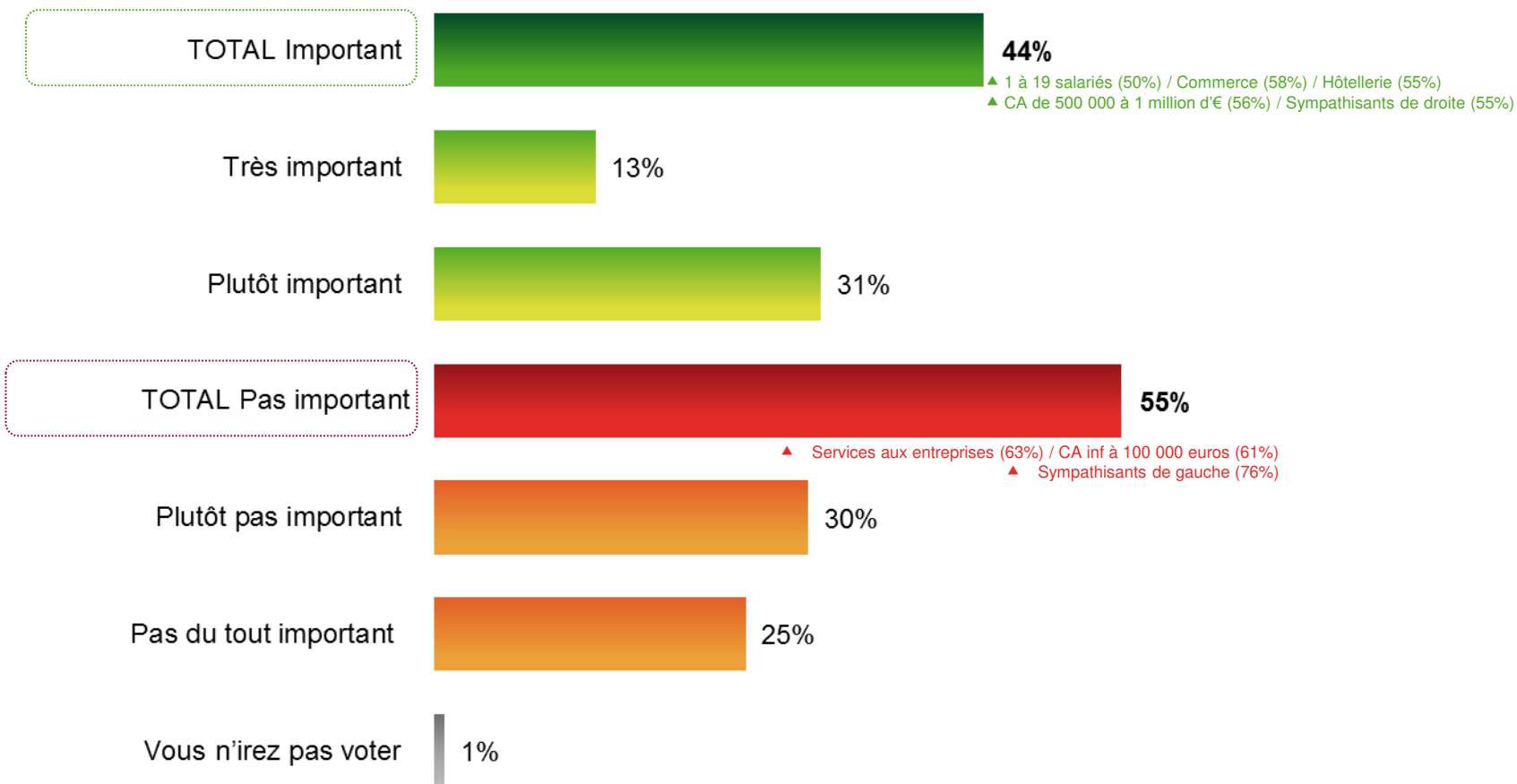


Base : ensemble des dirigeants de TPE

L'impact de la lutte contre le terrorisme sur son vote en 2017

Question

Diriez-vous que la capacité et les actions prévues en matière de lutte contre le terrorisme joueront un rôle important ou pas important dans votre vote lors de l'élection présidentielle de 2017 ?



La perspective de l'élection présidentielle de 2017

La probabilité d'aller voter à la primaire des Républicains

Question

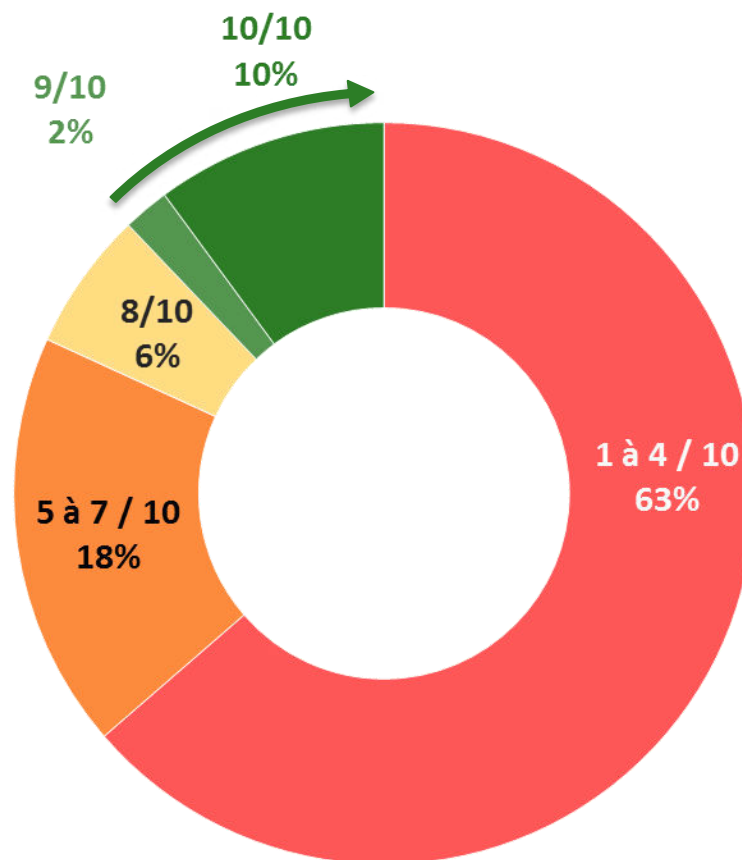
Vous savez que le parti de droite Les Républicains va organiser l'année prochaine une élection pour désigner son candidat pour l'élection présidentielle de 2017. Pour participer à cette primaire, les électeurs devront verser la somme de deux euros.

Nous aimerions mesurer précisément la probabilité que vous alliez voter à la primaire organisée par Les Républicains (anciennement l'UMP) qui aura lieu les 20 et 27 novembre 2016. Sur une échelle allant de 1 à 10 (10 signifiant que vous êtes tout à fait certain d'aller voter, et 1 que vous êtes tout à fait certain de ne pas aller voter), à quel niveau situez-vous cette probabilité aujourd'hui ?

▲ Sympathisants LR (19%)
▼ Sympathisants UDI (4%)

Notes de 9 à 10 :
12%

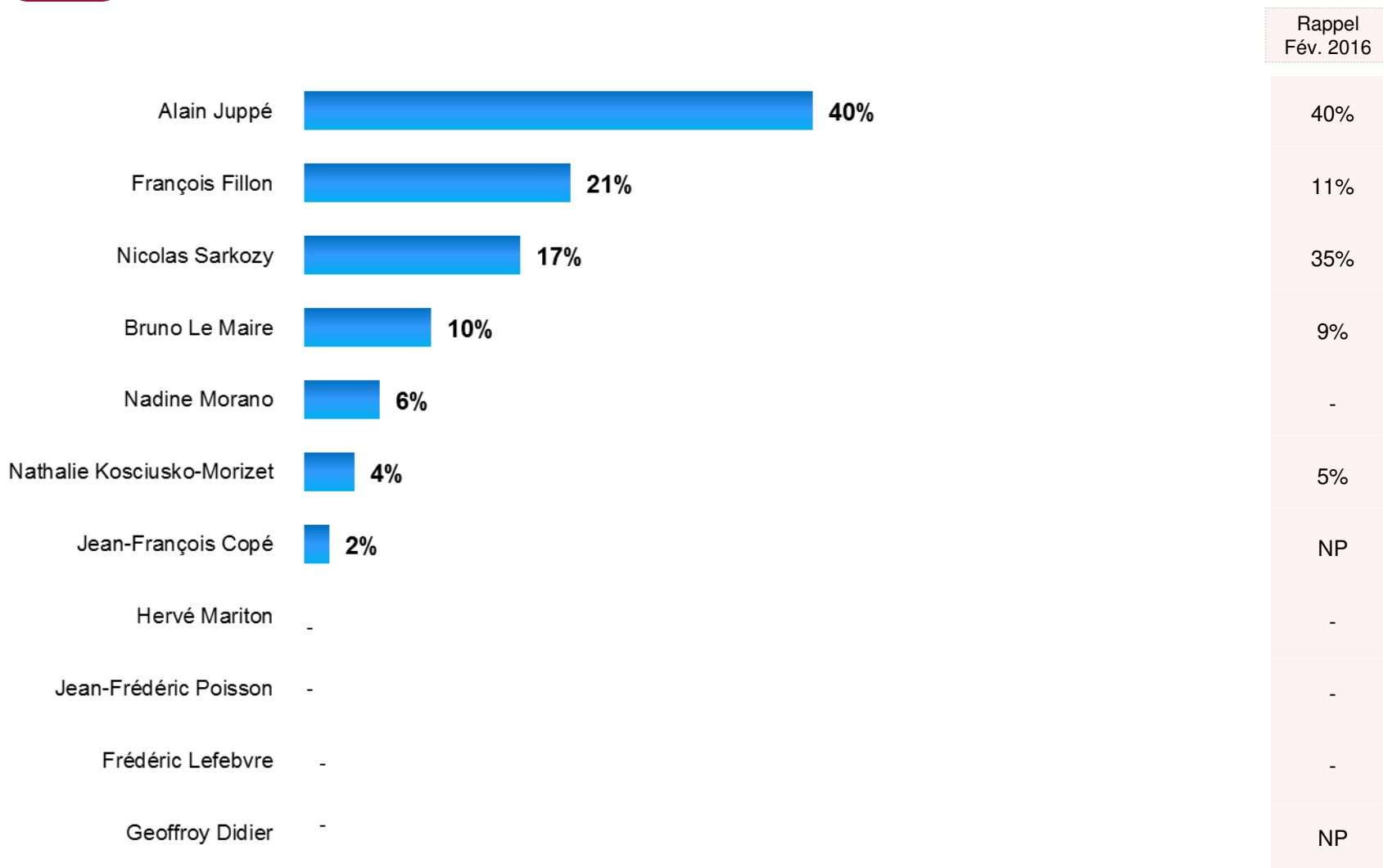
Rappel février 2016 : 12%



L'intention de vote au premier tour de la primaire des Républicains

Question

Pour lequel des candidats suivants y a-t-il le plus de chances que vous votiez à cette primaire ?



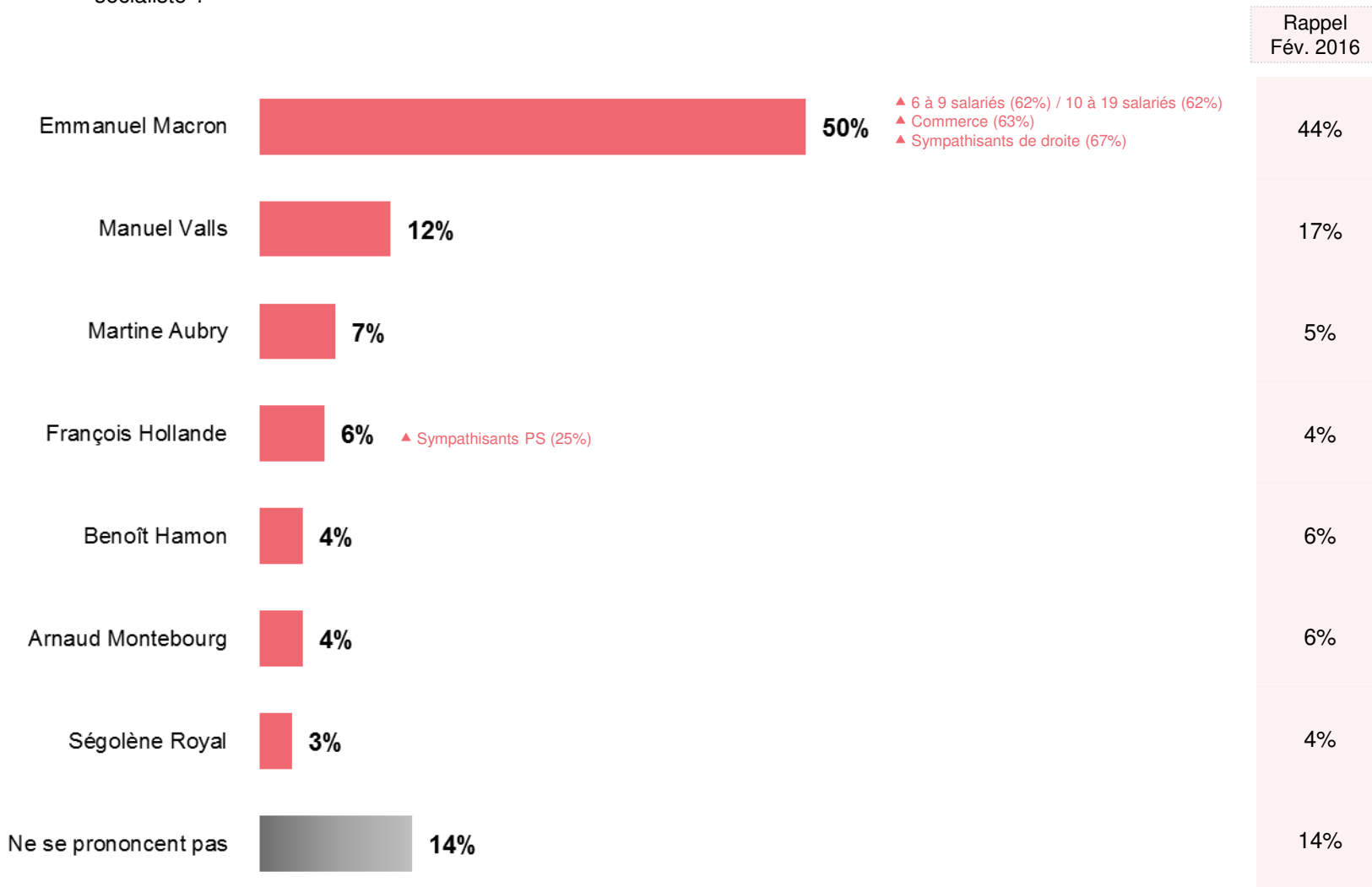
NP : item non posé

Base : aux dirigeants de TPE ayant l'intention de participer à la primaire des Républicains (notes de 9 à 10 sur 10)

Le candidat préféré pour représenter le PS à l'élection présidentielle de 2017

Question

Quel candidat de gauche souhaiteriez-vous voir se présenter à la prochaine élection présidentielle au nom du parti socialiste ?



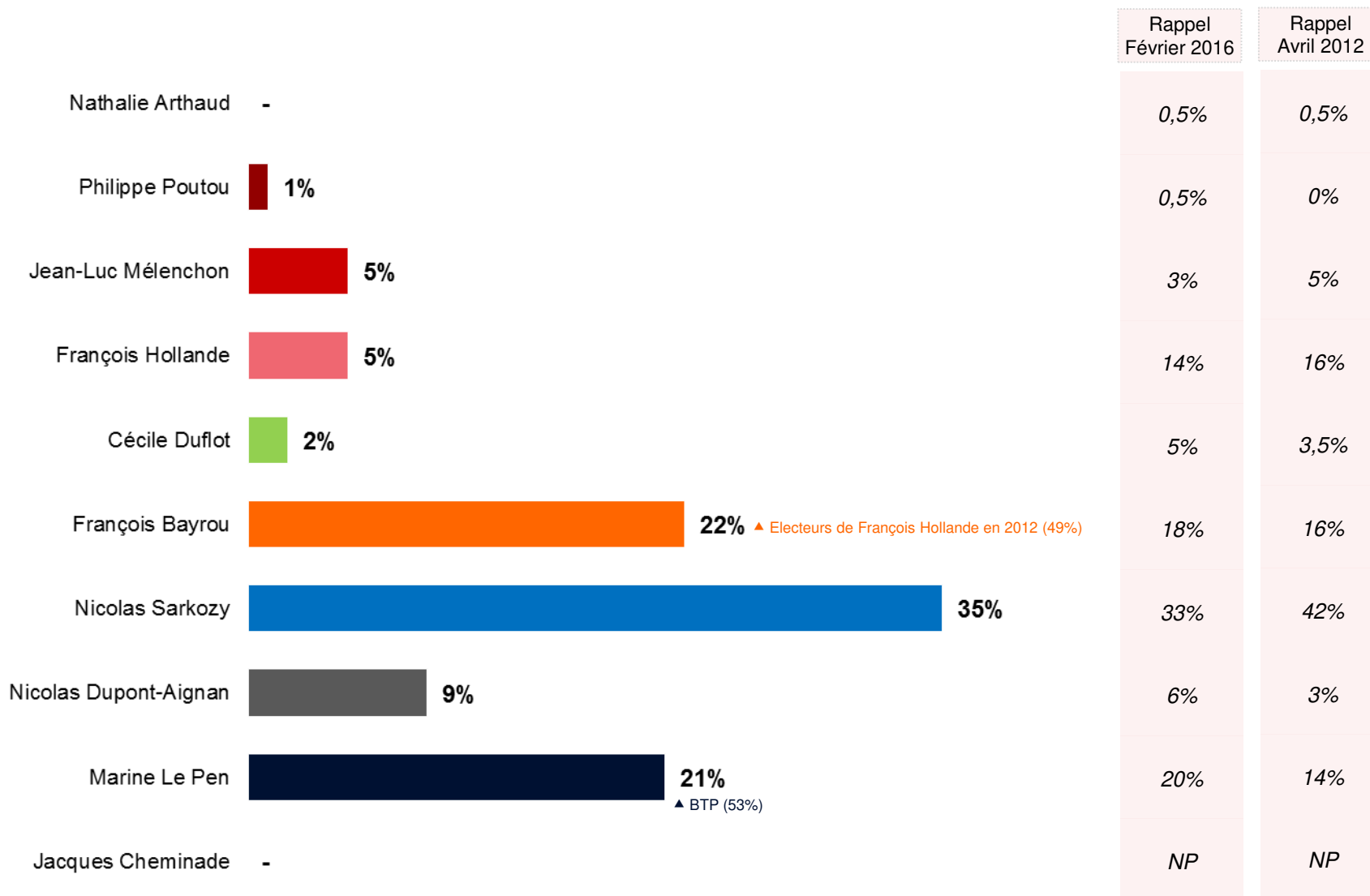
Base : aux dirigeants de TPE ayant l'intention de participer à la primaire des Républicains (notes de 9 à 10 sur 10)

L'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017

Hypothèse 1 : candidature de Nicolas Sarkozy

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



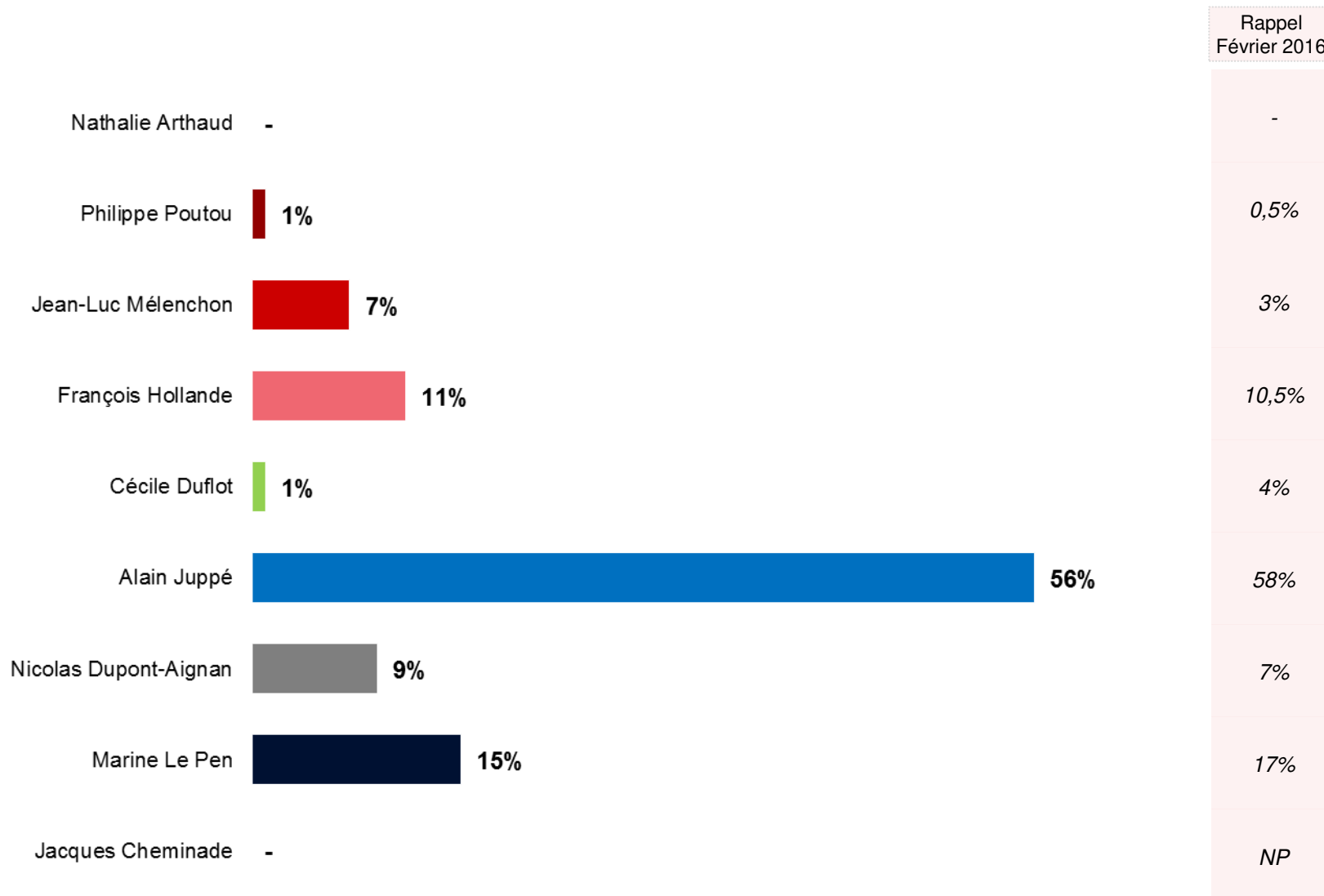
Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

L'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017

Hypothèse 2 : candidature d'Alain Juppé

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

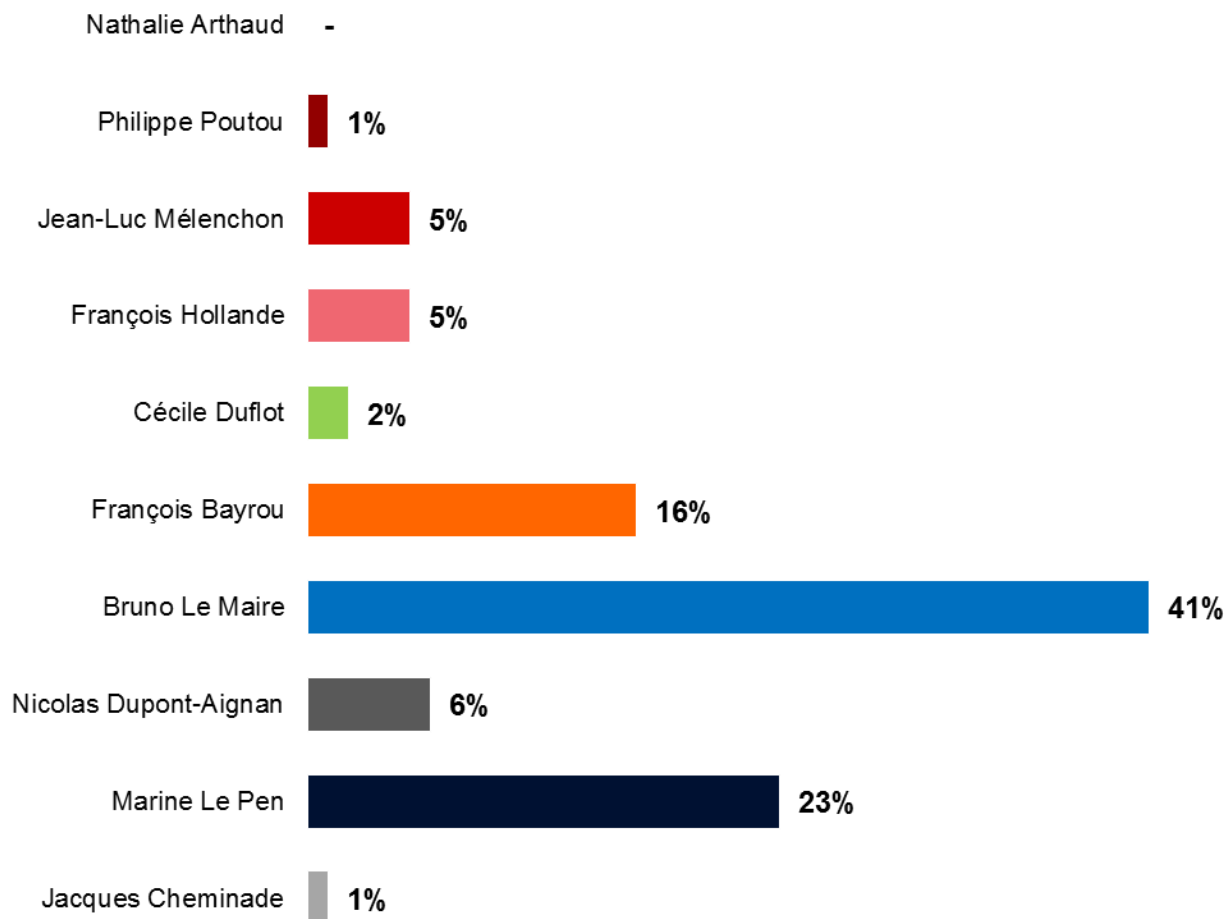


L'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017

Hypothèse 3 : candidature de Bruno Le Maire

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



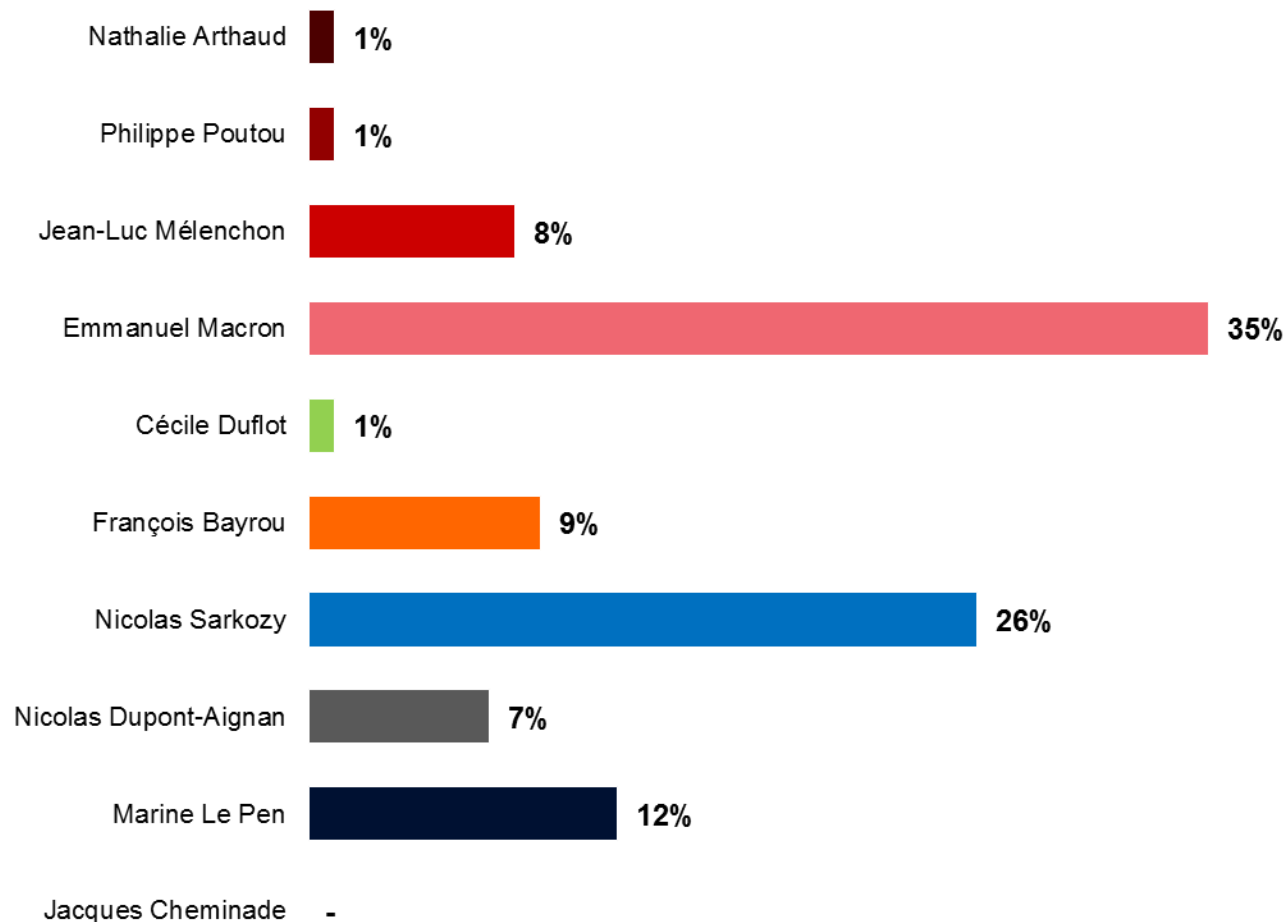
Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

L'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017

Hypothèse 4 : candidature d'Emmanuel Macron

Question

Si dimanche prochain devait se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?



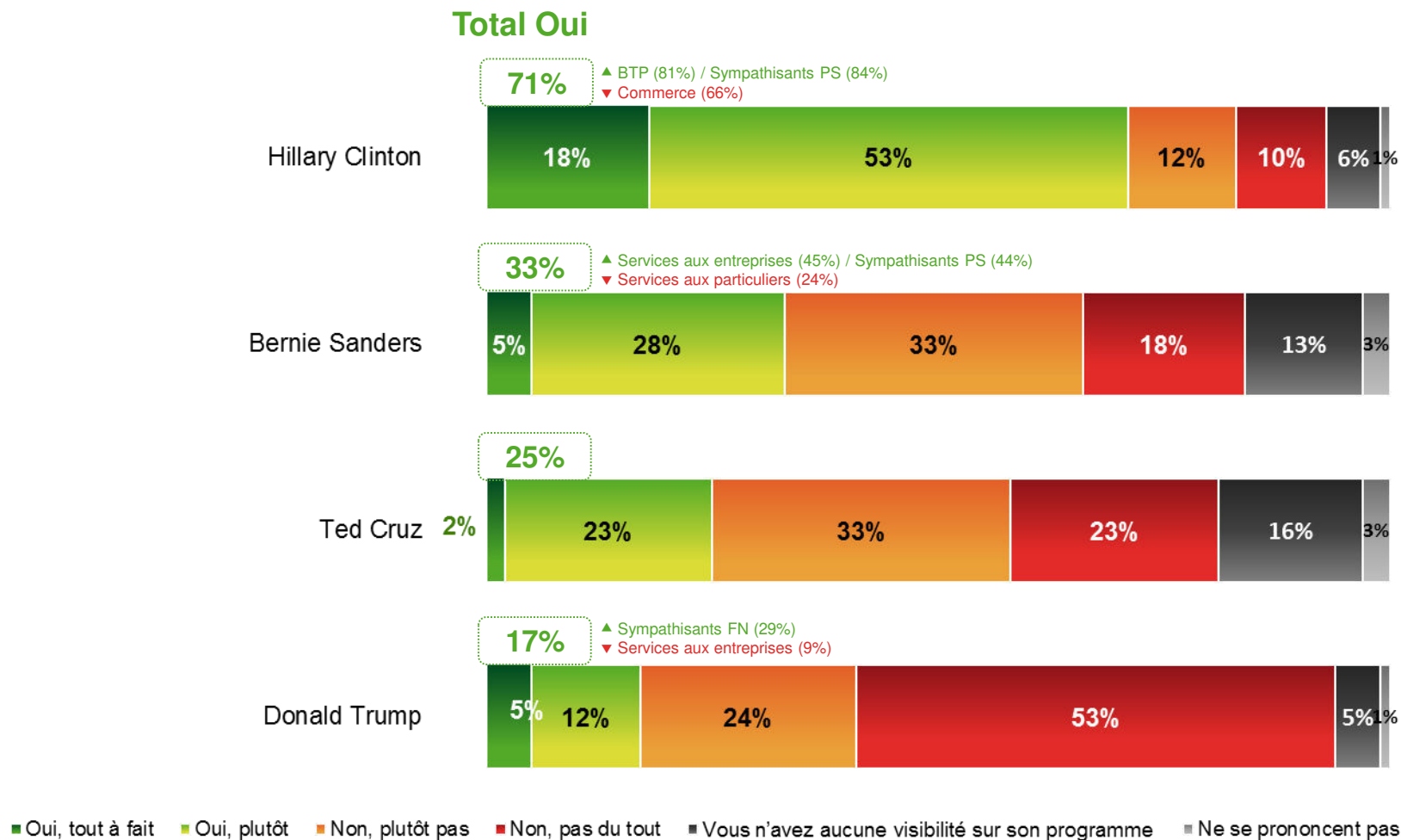
Base : à 50% des dirigeants de TPE inscrits sur les listes électorales

Les primaires aux Etats-Unis

La capacité des candidats aux primaires aux Etats-Unis à relancer l'économie

Question

Vous savez que les primaires pour l'investiture des candidats à l'élection présidentielle de 2017 aux Etats-Unis, se déroule actuellement. Diriez-vous de chacun des candidats suivants qu'il saura renforcer la croissance de l'économie américaine ?

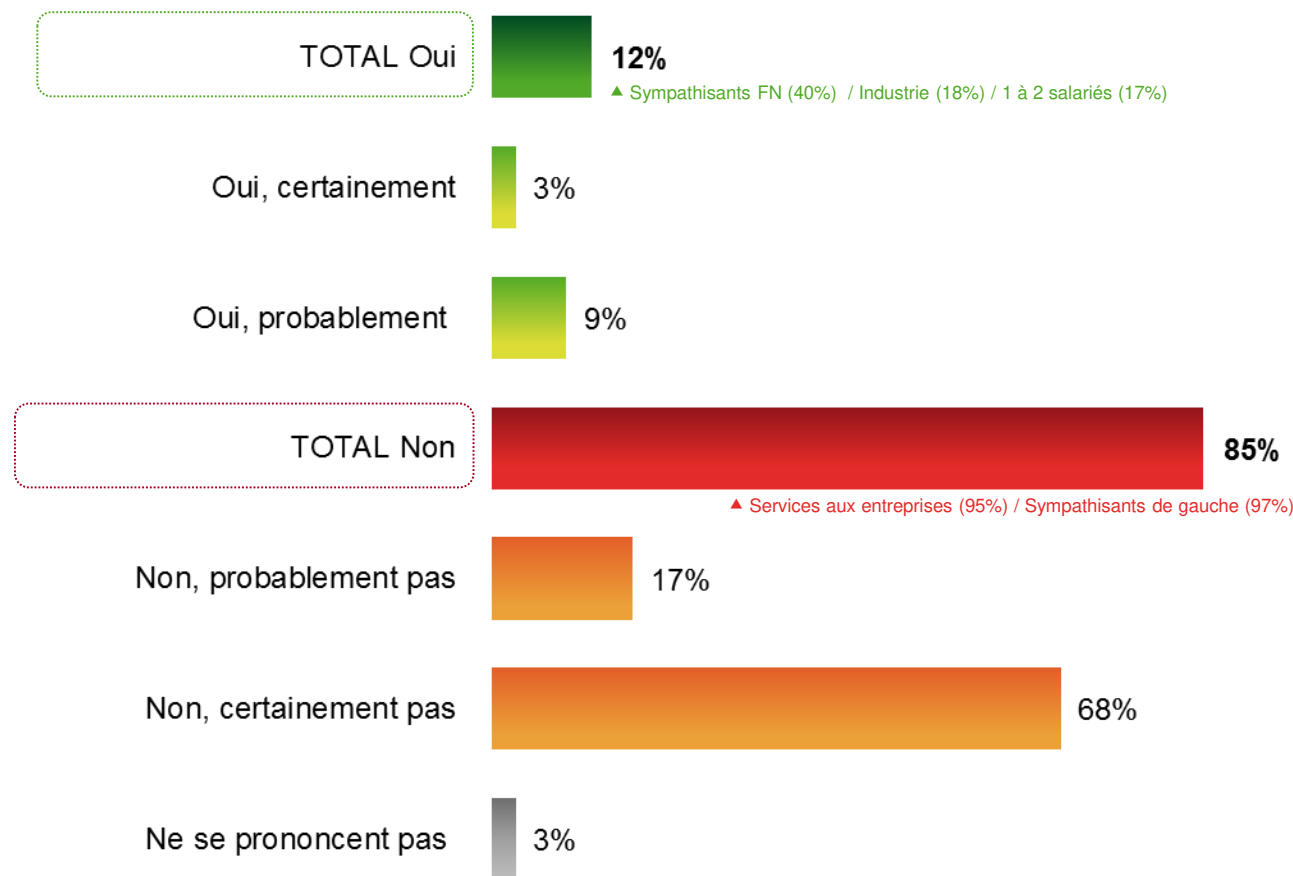


Base : ensemble des dirigeants de TPE

La propension à voter pour un candidat en France ayant le même programme que Donald Trump

Question

Et plus précisément, si en France se présentait un candidat présentant les mêmes idées et le même programme que Donald Trump, pourriez-vous voter pour lui à l'élection présidentielle ?

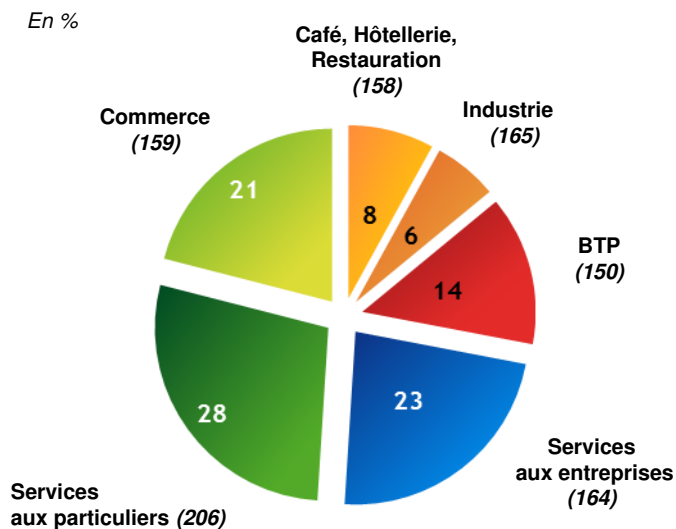


Base : ensemble des dirigeants de TPE

- Échantillon de **1002** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 11 au 26 avril 2016.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

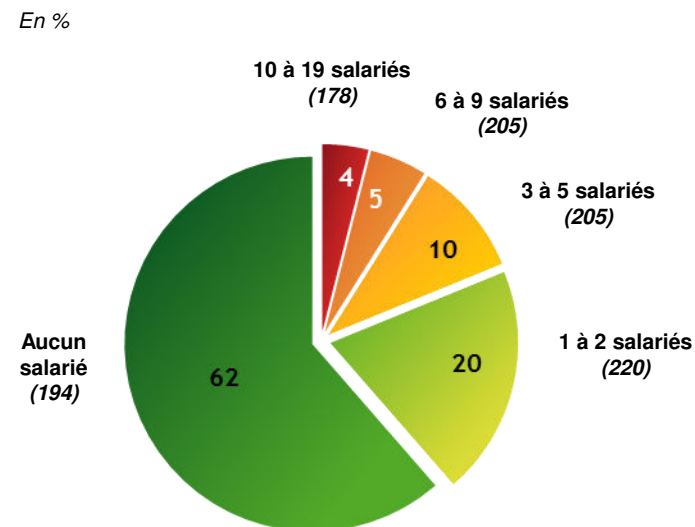
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

